



Investir dans les populations rurales

République du Sénégal

Projet d'Appui aux Filières Agricoles (PAFA)

Rapport de supervision

Rapport principal et appendices

Table des matières

Sigles et acronymes

iii

A.	Introduction	Erreur ! Signet non défini.
B.	Vue d'ensemble de l'exécution du Programme	Erreur ! Signet non défini.
C.	Produits et effets	Erreur ! Signet non défini.
D.	État d'avancement de l'exécution du Programme	Erreur ! Signet non défini.
E.	Aspects fiduciaires	Erreur ! Signet non défini.
F.	Durabilité	Erreur ! Signet non défini.
G.	Autres	Erreur ! Signet non défini.
H.	Conclusion	Erreur ! Signet non défini.

Appendices

Appendice 1:	Résumé de l'état d'avancement du projet et notes attribuées	19
Appendice 2:	Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits	22
Appendice 3:	Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus	28
Appendice 4:	État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)	30
Appendice 5:	Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie	36
	Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement	38
	Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement	38
Appendice 6:	Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement	39
Appendice 7:	Gestion des savoirs: apprentissage et innovation	40

Sigles et acronymes

ANCAR	Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural
APD	Avant Projet Détaillé
ARD	Agence Régionale de Développement
ASC	Association Sportive et Culturelle
BFPA	Bureau de la Formation Professionnelle et Agricole
BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement
BPA	Bonnes Pratiques Agricoles
CAR	Conseiller Agricole et Rural
CDF	Centres de Développement Filières
CEF	Conseiller en Exploitation Familiale
CGM	Comité de gestion et de maintenance
CNCAS	Caisse Nationale de Crédit Agricole du Sénégal
CRETEF	Centre d'Enseignement Technique et Féminin
CRJ	Conseil Régional de la Jeunesse
DAPSA	Direction de l'Analyse et de la Prévision des Statistiques Agricoles
DRDR	Direction Régionale de Développement Rural
DRF	Demande de Retrait de Fonds
ECD	Etats Certifiés de Dépenses
FADEF	Fédération des Associations pour le Développement des Femmes
FEM	Fonds de l'Environnement Mondial
FIDA	Fonds Internationale de Développement Agricole
GIE	Groupement d'Intérêt Economique
ISRA	Institut Sénégalais de Recherche Agricole
MAER	Ministère de l'Agriculture et de l'Equipeement Rural
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
OFID	OPEC Fund for International Development
OM	Organisation de Marché
OP	Organisation de Producteurs
OPB	Organisation de Producteurs à la Base
ORCAV	l'Organisme Régional de Coordination des Activités de Vacances
PAFA	Projet d'Appui aux Filières Agricoles
PROMER	Projet de Promotion de l'Entreprenariat Rural
PPAAO	Programme de productivité Agricole en Afrique de l'Ouest
PTBA	Plan Technique Budgétaire Annuelle
RAF	Responsable Administratif et Financier
RSE	Responsable Suivi Evaluation
SADC	Services d'Appui au Développement Communautaire
SRADL	Service Régionaux d'Appui au Développement Local
SAFIR	Service d'Appui aux Finances Rurales
SE	Suivi Evaluation
SDDR	Service Département de Développement Rural
SG	Sécrétariat Général
SPAM	Sous Projet Accès au Marché
TDR	Termes de Référence
SPDF	Sous Projet Développement des Filières
UCP	Unité de Coordination du Projet

A. Introduction¹

1. Une mission du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) s'est déroulée au Sénégal du 28 avril au 09 mai 2014 pour assurer la supervision du PAFA. Cette mission avait pour objectifs de: (i) évaluer la performance globale du projet et son impact ; (ii) apprécier la qualité de la gestion administrative et comptable; (iii) faire le point de l'état d'avancement des activités prévues dans le PTBA 2014 par composante aussi bien au niveau physique que financier ; (iv) apprécier le niveau d'exécution des principales recommandations de la dernière mission de supervision de octobre 2013; (v) passer en revue les procédures d'acquisition des biens et services, et (vi) analyser avec l'équipe du Projet et les partenaires impliqués dans la mise en œuvre, les difficultés et les contraintes rencontrées, et de proposer des solutions appropriées.

2. L'objectif de développement du projet est d'améliorer de manière durable les revenus et les moyens d'existence des exploitations familiales du Bassin arachidier, à travers leur insertion dans des filières profitables et diversifiées. Plus spécifiquement, les petits producteurs de la zone du projet, y compris les plus démunis, développent des activités économiques profitables, fondées sur des arrangements contractuels avec des opérateurs de marchés, dans le cadre de filières porteuses qui valorisent le potentiel agro-écologique local. Aussi, les acteurs des filières sélectionnées, et en particulier les petits producteurs, se concertent, au niveau du Bassin arachidier et au niveau national, pour identifier et mettre en œuvre les actions susceptibles de résoudre les contraintes identifiées au sein de ces filières et de faciliter l'accès au marché.

3. La mission s'est rendue dans les régions de Kaolack, de Fatik et de Kaffrine. Elle a travaillé en étroite collaboration avec l'Unité de Gestion du Projet (UCP). Sur le terrain, la mission a visité certaines réalisations, s'est entretenue avec les bénéficiaires et les autres acteurs concernés et a recueilli leurs avis et suggestions qui ont servi de base à cet Aide-Mémoire. Concrètement, elle a visité les périmètres maraichers de Diossong et de Taïba Nianghéne à Thiarré, le Sous projets d'accès au marché (SPAM) mil de Lérane Col et de Yenguelé, l'aviculture villageoise améliorée de Koné Sérère et, a assisté à la clôture de la formation sur la transformation des produits locaux de Niakhar.

4. Après la visite de terrain, une réunion s'est tenue à Kaolack au siège du projet le 08 mai 2014 pour présenter les principales conclusions et recommandations de la mission à l'équipe du Projet. A Dakar, une réunion de restitution s'est tenue le 10 juin 2014 au Ministère de l'Économie et des Finances. Elle a été présidée par la Direction de la Coopération Economique et Financière (DCEF) et avait pour objet de présenter les principales conclusions de la mission. Le présent Aide-mémoire fait le point des principales conclusions et recommandations de la mission et intègre les commentaires du Gouvernement et des différents partenaires du Projet.

5. La mission exprime ses remerciements aux Autorités Sénégalaises, notamment les responsables des Ministères de l'Agriculture (Cabinet, SG, DAPSA), de l'Économie et des Finances, les Autorités Administratives, la Presse, les cadres du Projet et les bénéficiaires des régions de Kaolack, Fatik et Kaffrine pour leur collaboration et leur soutien, qui ont permis le bon déroulement de la mission.

B. Vue d'ensemble de l'exécution du Projet

6. D'une durée de 6 ans, le Projet est entré dans sa quatrième année de mise en œuvre. La date d'achèvement du projet est fixée au 31 mars 2016 et celle de clôture du Prêt FIDA, au 30 septembre 2016. Le Projet est cofinancé par le Fonds de l'OPEP pour le Développement International (OFID) dont sa date de clôture a été prorogée au 31 décembre 2015. A ce jour, le Projet a touché directement

¹ La mission était composée de Monsieur Luyaku Loko Nsimasi, Chargé de Portefeuille du FIDA pour le Sénégal, Chef de mission, Monsieur Amadou Daouda Dia, Chargé de programme FIDA, Madame Dounamba Konaré, Assistante de Programme, FIDA, Monsieur Diery Gaye, représentant le CNCR, Monsieur Idrissa Moulaye Tétra, Expert financier, Consultant FIDA, Monsieur Lacine Ahidara, Ingénieur agronome, Consultant FIDA, Monsieur Magatte Wade, Ingénieur du génie rural, Consultant FIDA, Monsieur Michel Kouda, Spécialiste en environnement et changements climatiques, Consultant FIDA. Le Gouvernement Sénégalais était représenté par Monsieur Pierre-Marie Diedhiou, représentant la DAPSA du Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural (MAER), par Monsieur Dame Sow, Représentant du Ministère de l'Élevage et des productions animales ; et par Monsieur Ahmadou Sarr, représentant la DCEF du Ministère de l'Économie et des Finances. Mesdames Mame Khary Diène et Fatima Bousso Kane de la firme Bio-Essence ont pris part à la mission. Monsieur Sémou Diouf, Coordonnateur du PAFA et ses collaborateurs ont participé à la mission. Les journalistes des organes de presse dans la zone d'intervention du projet (Agence de presse sénégalaise, Sud FM, Sud Quotidien, le Populaire, et la RFM) ont également accompagné la mission sur le terrain.,

18 410 ménages (environ 184 100 personnes), soit 131% de l'objectif de 14 000 ménages de fin de projet.

7. Dès le démarrage effectif des activités du Projet sur le terrain en 2011, le PAFA a mis un accent particulier sur l'autonomisation des acteurs des filières, la mise en place des personnes ressources endogènes, le développement d'un partenariat avec les services déconcentrés de l'État, les projets et programmes, les institutions de financement, les chambres consulaires et les organisations faitières des producteurs et des transformateurs des produits agricoles ; tout ceci pour permettre un désengagement progressif du Projet tout en garantissant la durabilité de ses acquis.

8. Les interventions du Projet ont porté principalement sur (i) la structuration des filières et le renforcement des capacités des acteurs de filières, en particulier les organisations de producteurs et de leurs membres, ; (ii) l'accès des producteurs à un marché garanti avec un prix rémunérateur ; (iii) l'accès des producteurs aux facteurs de production agricole (semences certifiées, engrais, équipement/matériel agricole) ; (iv) l'accès des éleveurs de la volaille villageoise aux facteurs de production (habitat, santé, aliments) ; (v) l'accès au conseil de proximité (agricole et élevage volaille) ; (vi) la mise en place des infrastructures de marché, en l'occurrence des magasins de stockage et les infrastructures d'accès au marché (pistes d'accès aux zones de production, information sur les prix et les marchés),

9. D'une manière générale, durant ces 3 années de mise en œuvre, le PAFA a atteint des résultats satisfaisants. Le taux d'exécution de chaque composante a été estimé entre 80 et 100 %. Le nombre de SPAM financés a atteint 107 % des objectifs prévus à la fin du projet. Grâce aux appuis du Projet, les rendements moyens des cultures ciblées (mil, sorgho, niébé, sésame, maïs, bissap) ont significativement augmenté et sont restés très supérieurs par rapport aux rendements moyens de la zone d'intervention. Ceux-ci ont au moins doublé pour la plupart des cultures ciblées. Par exemple, pour la campagne 2013/2014, ces rendements ont été de 1584 kg/ha pour le mil (143% d'augmentation); 665 kg/ha pour le niébé (90% d'augmentation) ; 636 kg/ha pour le bissap (59% d'augmentation). Pour le sésame et le maïs, ces rendements ont été de 680 kg/ha (126%) et de 2 579 kg/ha (187%), respectivement. La productivité de la volaille villageoise s'est également sensiblement améliorée. Les appuis du Projet ont aussi fortement amélioré la sécurité alimentaire. En effet, la majorité des ménages appuyés ne connaissent plus de périodes de soudure. Enfin, le Projet a créé plus de 4 000 emplois de jeunes à travers leur insertion dans la production agricole, et ceci grâce à sa stratégie spécifique d'inclusion des jeunes.

10. Le nombre de personnes formées sur les bonnes pratiques agricoles a atteint 142 % dont 74 % sont des femmes. Il faut cependant signaler que le taux de réalisation de la sous-composante « infrastructure d'irrigation à la parcelle » est de 47,5 %, suite au retard de mise à disposition des fonds de l'OFID.

11. Au 25/04/2014, le taux de décaissement sur le prêt FIDA est de 75%. En prenant en compte, la DRF 28 en paiement au FIDA et la DRF 29 en préparation, le taux de décaissement sera de 81,61 %. Le taux de décaissement du Don FIDA est de 50,07 % au 25/04/2014. En prenant en compte la DRF 04 en préparation, le taux sera de 68,58 %. Au 25/04/2014, le taux de décaissement du prêt OFID est de 15,54 %. Ce faible taux de réalisation s'explique d'une part par le retard dans la mise en place de l'avance initiale qui n'est intervenue que le 09/05/2012, soit plus de 18 mois après celle du FIDA et d'autre part, la contribution de 10 % demandée aux Collectivités locales sur les infrastructures communautaires (Pistes de production, les aménagements hydro-agricoles), que ces communautés arrivent difficilement à mobiliser. Cependant, le paiement des engagements pour la réalisation des magasins de stockage (30 unités) et des pistes de production (38 km) va améliorer le taux de décaissement du prêt OFID. Au 25/04/2014, le taux de décaissement sur le Don FEM est de 16,5%. A la même date, le décaissement de la Contrepartie est de 16,2%.

12. La Revue à mi-parcours qui avait été initialement programmée pour septembre 2013 n'est pas encore réalisée pour diverses raisons dont la finalisation retardée des études préliminaires. Elle a été repoussée en août/septembre 2014.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Accélérer la mise en œuvre de la sous-composante « Infrastructures d'irrigation à la parcelle »	UCP/Resp infrastruct	Permanent
Organiser la Revue à mi-parcours dans les plus brefs délais	UCP/Tutelles/FIDA	Août/sept 2014

C. Produits et effets

13. **Mise en œuvre des Sous Projets d'Accès au Marché (SPAM).** Au total, 322 SPAM sont financés depuis le démarrage du PAFA dont 17,7 % pour le niébé, 27% pour le mil/sorgho, 12,7% pour le bissap, 2,17% pour le sésame, 2 3,3% pour l'aviculture et 12,4 % pour les filières complémentaires (Sous projets maïs, maraîchage et production de miel).

Filière	Nbre SPAM 1ère Génération	Nbre SPAM 2ième Génération	Nbre SPAM 3ième Génération	TOTAL
Niébé	17	26	14	57
Mil/sorgho	11	39	37	87
Bissap	0	6	35	41
Sésame	8	2	12	22
Aviculture Villageoise	3	35	37	75
Filière complémentaire	1	13	26	40
Total	40	121	161	322

14. Au total, ce sont 322 OP qui sont porteuses directes de SPAM dont 42 % d'OP exclusivement de femmes, 3% d'OP de jeunes, 1% d'handicapés et 54% de GIE mixtes.

15. **SPAM Mil/sorgho.** Onze (11) sous projets de première génération, couvrant 2 040 ha de cultures, seront financés à 100% par les OP porteurs, tandis que 76 sous projets de la seconde et troisième génération pour 6 040 ha d'emblavure, feront l'objet d'un co-financement respectivement de 40 et 60%. Les quantités d'intrants prévues sont de 35,592 T de semences, 873 T de NPK (15 10 10) et 856 T d'urée. Pour la campagne agricole 2014/2015, les 8 660 ha (87 sous projets) prévus devront bénéficier à 4 280 ménages vulnérables.

16. **SPAMSésame.** Les 8 sous projets de première génération, soit 1300 ha, devront être financés à 100% par les OP porteurs et les 14 sous projets de la deuxième et troisième génération soit 1 200 ha, feront l'objet d'un co-financement entre 40 et 60%. Les quantités d'intrants prévues sont de 10 T de semences, 250 T de NPK (6 20 10) et 125 T d'urée. Pour la campagne agricole 2014/2015, les 2 500 ha (22 sous projets) prévus devront bénéficier à au moins 1 666 ménages vulnérables.

17. **SPAMNiébé.** Les 17 sous projets de première génération, soit 400 ha, devront être financés à 100% par les OP porteurs et les 40 sous projets de la deuxième et troisième génération soit 1100 ha, feront l'objet d'un co-financement entre 40% et 60%. Les quantités d'intrants prévues sont de 24 T de semences et 225 T de NPK (6 20 10). En 2014, les 1 500 ha (53 sous projets) prévus devront bénéficier à 1 500 ménages vulnérables à l'insécurité alimentaire.

18. **SPAMBissap,** Les 6 sous projets de deuxième génération, soit 266 ha, devront être co-financés à 60% par les OP porteurs et les 35 sous projets de la troisième génération soit 734 ha, feront l'objet d'un co-financement dont 40% par les OP et 60% par le PAFA. Les quantités d'intrants prévues sont de 4 T de semences, 146,8 T de NPK (10 10 20) et 266 T de biofertyl. En 2014, les 1 000 ha (41 sous projets) prévus devront bénéficier à au moins 2 000 ménages vulnérables.

19. **SPAM Maïs.** Les 3 sous projets de seconde génération, soit 382 ha, devront être co-financés à 60% par les OP porteuses et les 20 sous projets de la troisième génération soit 1418 ha, feront l'objet d'un co-financement dont 40% par les OP et 60% par le PAFA. Les quantités d'intrants prévues sont de 36 T de semences, 360 T de NPK (15 15 15) et 270 T d'urée. En 2014, les 1800 ha (23 sous projets) prévus devront bénéficier à au moins 1800 ménages vulnérables à l'insécurité alimentaire.

20. **SPAM Aviculture villageoise améliorée.** Soixante-quinze (75) sous projets sont cofinancés en 2013 avec les OP des femmes. L'exécution des sous projets aviculture touche **1814 ménages**

vulnérables avec **1814 poulaillers** améliorés. Les femmes adultes porteuses des sous projets représentent 69%, les filles 23%, les jeunes garçons 4% et les hommes 4%. Le nombre de sujets de démarrage des poulaillers est d'environ 18 140 sujets dont 600 coqs raceurs (Rhodes Island Red). Pour rendre durable la disponibilité de la race RIR (race pure), trois (3) CEF aviculture ont été identifiés pour assurer la reproduction de cette race. Ces jeunes vont vendre les poussins aux bénéficiaires des sous projets.

21. Dans le cadre de la protection de la volaille contre la maladie de Newcastle environ 30 000 sujets (vaccination intégrale village environnement du site du sous projet) sont vaccinés dans la zone d'intervention par les CEF avec l'appui des chefs de postes vétérinaires. Tous les six (6) mois, des missions de rappel du vaccin sont organisées par les CEF aviculture et les chefs de postes vétérinaires au niveau des SPAM. Sur la base des ordonnances délivrées par les chefs de poste vétérinaire au moins 65% des SPAM disposent de boîte à pharmacie vétérinaire pour la vente des produits aux bénéficiaires.

22. **SPAM Apiculture** : L'exécution des sous projets apiculture dans la région de Fatick touche 50 ménages vulnérables. Les porteurs du sous projet sont composés de 36% de femmes adultes, 14% de jeunes filles, 14% de jeunes garçons et 36% d'hommes adultes. Pour améliorer la qualité de la production, ils disposent de 50 ruches modernes en exploitation (rendement potentiel de 300 kg/ruche) et d'une miellerie équipée d'extracteurs, presses, balance... etc. Le GIE DABAKH MIEL est actuellement membres de la centrale d'achat au niveau de l'Institut de technologie Alimentaire (ITA) à Dakar.

23. **Périmètres maraîchers**. Au total, depuis le démarrage du PAFA, 47,5 ha sont réhabilités ou aménagés sur un objectif de 100 ha à mi-parcours (soit 47,5%). Par la réhabilitation de ces périmètres, 1015 ménages bénéficient d'un accès garanti aux ressources hydriques. Les bénéficiaires sont constitués de 79 % de femmes, et 21 % d'hommes dont 7 % de jeunes. La réhabilitation et la création des périmètres ont encouragé la reprise des activités maraîchères des femmes et le retour des jeunes en milieu rural dans les villages concernés. Au titre du PTBA 2014, à la date du 31 mars, le Projet a réalisé les études techniques pour la réhabilitation des périmètres maraîchers de Fétodji (CR Gad Escale ; 1,5ha), Lappé (CR Lappé : 2ha), Darou Touré (CR Gad Escale : 1ha), Ndiouss Fall (CR Keur Ngalgou : 1ha), Lambay (CR Lambay : 2ha), Banème Sérerre (CR Ngohé : 1ha), Thiaré (1ha), Talléne (CR Diossong : 1,5ha).

24. **Mise à l'échelle progressive des SPAM dans les OP**. Dix-huit (18) OP partenaires du projet ont démarré le processus de mise à l'échelle de leur sous projet au sein des OP. Cette année l'extension a porté sur 3 621 ha dont 3 561 ha de sésame, 50 ha de mil, 2 ha de sorgho, 10 ha de maïs. Les OP ont entièrement financé les besoins en intrants de 3 607 ménages vulnérables. Ces initiatives constituent des stratégies développées par les OP pour toucher l'ensemble de leurs membres.

25. **Approvisionnement en intrants agricoles**. Avant l'intervention du projet, 90% des ménages enquêtés utilisaient des semences/grains tout venant tirées des réserves personnelles et les autres 10 % s'approvisionnaient dans les marchés hebdomadaires (*Louma*) ou avec le programme agricole de l'Etat. Grâce aux programmes de multiplication de semences, 12 431 ménages bénéficieront de semences certifiées. Pour l'approvisionnement en engrais, seuls 31% des exploitations utilisaient de l'engrais minéral (15 -10- 10) avant l'appui du Projet (dose variant entre 15 et 50 kg/ha). Le PAFA a facilité à tous les bénéficiaires l'utilisation de l'engrais (NPK et urée) sur le mil, le maïs, le sésame et le niébé.

26. **Approvisionnement en matériel agricole**. Au total, 2 031 semoirs, 1 098 houes Sine et 40 houes Occidentales sont acquis depuis le démarrage du Projet. Généralement, les exploitations familiales ne disposant pas de matériels agricoles étaient obligées de louer parfois entre 25 000 à 30 000 FCFA pour semer 1 ha. Ces équipements ont permis à des groupements de femmes et de jeunes ruraux de disposer de matériels agricoles et, à des petits producteurs et productrices de pouvoir semer en même temps que les autres, en respectant les itinéraires techniques.

27. **Evolution des rendements**. Les rendements enregistrés en 2011, 2012 et 2013 sont nettement supérieurs au rendement moyen de la zone d'intervention et au rendement cible du projet pour les filières appuyées par le PAFA. Entre 2011 et 2013, les rendements obtenus par les ménages porteurs

des SPAM ont progressivement augmenté pour atteindre durant la campagne agricole 2013/2014, 1 584 kg/ha pour le mil, 665 kg/ha pour le niébé, 636 kg/ha pour le bissap, 680 kg/ha pour le sésame, 2 579 kg/ha pour le maïs. Ces performances ont été rendues possibles grâce au conseil de proximité des CEF, à l'adoption des bonnes pratiques agricoles, à l'utilisation systématique de semences certifiées, au respect des doses et périodes d'épandage des engrais, etc.

28. Pour les spam mil/sorgho, le rendement moyen du mil en 2013/2014 est de 1584 kg/ha soit une augmentation de 931 kg/ha (143%) par rapport à la situation de référence. Le rendement moyen du sorgho en 2013 est de 1376 kg/ha, soit une augmentation de 757 kg/ha (122%) par rapport à la situation de référence. Pour les Spam sésame, le rendement moyen pour la filière en 2013 est de 680 kg/ha, soit une augmentation de 380 kg/ha (126%). Pour le niébé, le rendement moyen en 2013/2014 est de 665 kg/ha avec des pics de 1 000 kg/ha, soit 315 kg/ha d'augmentation (90%). Pour le Bissap, le rendement moyen en 2013/2014 est de 636 kg/ha, soit une augmentation de 236 kg/ha (59%). Pour le Maïs, le rendement moyen en 2013/2014 est de 2 579 kg/ha, soit une augmentation de 1 679 kg/ha (187%).

29. **Production des différentes filières promues.** Pour la filière mil/sorgho, La production de mil obtenue est de 13 556 T durant la campagne agricole 2013/2014 soit une augmentation de 6 769 T (soit 50%) par rapport à la campagne 2012/2013. Pour la filière Sésame, la production obtenue en 2013 est de 1 685 T sur une prévision de 1 487 T soit une augmentation de 198 T (13%). Pour la filière niébé, la production obtenue en 2013 est de 863 T. Pour la filière bissap, la production obtenue en 2013 sont de 583 T soit une augmentation de 503 tonnes (86%). Pour la filière maïs, la production totale en 2013 est de 4 640 T, soit une production supplémentaire de 3 716 Tonnes (402%). Compléter avec les chiffres de l'année précédente.

30. L'évolution de la production entre les campagnes agricoles 2012/2013 et 2013/2014 s'explique par une augmentation des superficies emblavées 61% pour mil/sorgho, 55% pour Sésame, 19% niébé, 244% bissap et 371% de maïs, et l'évolution significative des rendements, 25% pour le mil, 10% pour le niébé, 112% pour le bissap, 46% pour le sésame et 7% pour le maïs.

31. **Conseil agricole.** Dans le cadre des préparatifs de la campagne agricole 2014/2015, 23 sessions de recyclage sur les Bonnes Pratiques Agricoles (BPA) de Mil/sorgho, Sésame, Bissap et Niébé ont été déroulées entre février et mars 2014. Ces sessions de renforcement de capacités ont réuni 600 CEF dont 20% femmes adultes et 50% de jeunes et, 30 % d'hommes adultes. Quarante (40) CAR ont, en relation avec le formateur, facilité les sessions. Les plans de démultiplication élaborés par les CEF en relation avec les CAR à la suite des sessions de formation sont en train d'être mis en œuvre pour toucher les producteurs et productrices à la base.

32. Pour le conseil de proximité des avicultrices, 129 CEF dont 45 jeunes femmes, 40 femmes adultes et 26 hommes adultes ont été formés sur les bonnes pratiques d'élevage. Ces CEF assurent le conseil sur la gestion exploitation, la formulation des aliments, le suivi vétérinaire, etc. 52 chefs de poste vétérinaires et chefs de services départementaux de l'élevage des régions de Kaolack, Kaffrine, Diourbel et Fatick ont été renforcés sur les bonnes pratiques d'élevage. Les différentes sessions de formation ont débuté par des visites d'échanges d'expérience dans des Spam aviculture de première génération.

33. **Appui à la dynamique organisationnelle.** Dans le but de renforcer les capacités des dirigeants des Organisations de Producteurs (OP) dans la gestion et le management des OP, le projet a signé des protocoles d'accord avec les Services Régionaux d'Appui au Développement Local (SRADL) des régions de Kaolack, Fatick, Kaffrine et Diourbel. L'objectif de ces protocoles est d'améliorer la gestion des OP, la connaissance des rôles et responsabilité des dirigeants, la maîtrise des techniques de réunion et des outils de gestion comptable et financière. Les résultats de la mise en œuvre de ces protocoles montrent que ces services, dotés de moyens adéquats, font un travail remarquable. En effet, par rapport à la situation de référence, les appuis apportés aux OP ont donné les résultats suivants : de 2012 à 2013, sur les 183 OP de 1ère et 2ème génération accompagnées par les CADL, 152 (83%) sont passées de la catégorie dynamique organisationnelle « faible » à une dynamique

organisationnelle « moyenne ». 17% des OP demeurent encore dans une dynamique organisationnelle faible et 8% ont une forte dynamique organisationnelle.

34. En ce qui concerne les OP de la troisième génération, sur les 104 OP appuyées, 78 (75 %) sont dans une dynamique organisationnelle « faible » et ont donc besoin d'appuis en 2014. A cet effet, 30 sessions de renforcement des membres de bureau des OP en « Gestion Financière et Comptable » en vue de renforcer la transparence et les capacités de gestion des OP, sont en cours

35. **Tables filières.** Le projet a mis en place les tables filières Mil/sorgho, niébé, sésame et bissap pour assurer la concertation des différents acteurs des filières. Le processus de mise en place de la table filière aviculture villageoise est en cours. La mission note qu'avec le concours des structures déconcentrées de l'Etat, l'ANCAR à Diourbel et la DRDR à Kaolack, les tables filières disposent des sièges fonctionnels leur permettant de dérouler leur mission.

36. La table filière niébé a son siège à Diourbel tandis que les tables filières Mil/sorgho, sésame et bissap ont mutualisé leurs ressources pour un siège unique à Kaolack avec une permanence assurée par une secrétaire. Ces sièges en plus d'être des points d'information aux acteurs des filières permettent aux organes des tables filières de se rencontrer régulièrement pour planifier, suivre et évaluer les Plans d'action annuels filières. La prise en charge du fonctionnement des tables filières se fait progressivement par la constitution de ressources internes grâce aux droits d'adhésion, aux cotisations annuelles, paiement des services d'intermédiation offerts aux OP et aux OM.

37. Deux (2) années après leur lancement, les tables filières ont acquis une crédibilité qui se traduit par une augmentation du nombre d'adhérents. C'est ainsi, de 16 membres en 2011, la table filière niébé enregistre aujourd'hui 38 membres. Dans la même période la table filière mil/sorgho est passée de 19 à 67 membres. La table filière bissap quant à elle enregistre une croissance moins marquée des adhésions, passant de 15 à 25 membres. Pour la Table filière sésame les membres sont au nombre de 24. Les organisations des petits producteurs représentent 65,58 % des membres des tables filières. Ce qui augmente leur pouvoir de négociation dans l'élaboration des plans d'actions filière.

38. **Promotion du « consommer local ».** L'innovation de la Foire Internationale de l'Agriculture et des Ressources Animales (FIARA) 2014 par rapport au "consommer local" a été l'érection d'un stand dédié au restaurant "les délices locaux ". Tout au long de la FIARA, un menu à base de produits locaux était proposé aux visiteurs au déjeuner. Pour conserver le caractère démonstratif de l'opération, cinquante (50) plats étaient préparés chaque jour, en raison de 1000F le plat. D'un plat à base de niébé comme entrée, '*sankhalou Bour*', en passant par le paiella, le maïs au poisson, le mafé sésame, le '*dougouboudieune*', les nombreux consommateurs bien servis ont exprimé leur satisfaction pour cette initiative.

39. Quant à l'aviculture villageoise, elle était cette année à la FIARA en commercialisant ses produits. Ainsi, les femmes avicultrices ont réalisé un chiffre d'affaire de 652.000 F et ont vendu plus de 200 sujets. Ce qu'il faut surtout noter, c'est la vitesse d'écoulement des sujets qui témoigne du potentiel de marché important que recèle cette filière.

40. **Appui à la « certification bio-équitable ».** Pour la mise en place d'un système de contrôle interne qualité dans le cadre de la mise en œuvre du Projet, les OP bissap, les tables filières et 2 Conseillers agricoles ruraux (CAR), soit au total 32 participants, ont bénéficié d'une formation sur la certification biologique et le commerce équitable. Cette formation permettra d'améliorer la qualité de la production en référence aux normes admises. Pour la « certification Equitable », les tables filières ont pris contact avec l'organisme FLO qui les accompagnera dans les protocoles et les démarches. C'est aussi le cas de la « certification Bio » où la sélection d'un cabinet pour accompagner les OP est en cours.

41. **Infrastructures d'irrigation à la parcelle :** Les travaux pour les périmètres de Keur Mandoumbé (1,25 ha), Kane Kane (1 ha), Taiba Niaghène (1 ha) et Diossong (1 ha) ont été achevés en fin 2013. Pour ce qui concerne la gestion des périmètres d'irrigation les comités de gestion et de maintenance ont été mis en place et leurs membres ont été formés sur la dynamique organisationnelle, sur la gestion

comptable et financière ainsi que sur les méthodes d'entretien et de maintenance des équipements d'irrigation. Tous les périmètres aménagés ont été mis en valeur en cultures maraîchères durant la contre saison froide 2013/2014.

42. **Infrastructures communautaires** : Vingt (21) Centres de Développement Filière (CDF) ou magasins dont 10 CDF de collecte primaire (60T/CDF) et 11 CDF de stockage (120T/CDF) sont construits et équipés. Cela offre une capacité de stockage de 1 920 tonnes de produits. Chacun des CDF est fonctionnel et dispose d'un comité de gestion et de maintenance. 28 CDF (6 de 60T et 22 de 120T) sont en cours de réalisations, ce qui portera la capacité de stockage à près de 5 000 tonnes. Les comités de gestion et de maintenance des CDF sont en phase de mise en place. Pour la piste de Latmingué (17 Km), l'avis de non objection de la DCMP est obtenu ; les travaux pourront démarrer en octobre 2014. Pour les pistes des Communautés Rurales de Ndiago (7 Km), de Tiaré (7 Km), Maka Yop (5Km) et Diossong (2 Km) les cabinets pour les études techniques et environnementales sont en cours de recrutement.

43. L'objectif principal de la composante « **Adaptation au changement climatique en matière de gestion des bassins versants et de rétention d'eau** » consiste à développer la résilience des populations locales et de leurs systèmes de production face aux impacts du changement climatique sur la ressource en eau devenue rare dans le bassin arachidier. Par ailleurs ce phénomène de raréfaction de l'eau est aggravé notamment dans les départements de Fatick, Kaolack et Kaffrine, par l'intrusion de sel qui affecte négativement les productions agricoles, pastorales et forestières de la région.

44. **Renforcement des capacités, sensibilisation, gestion des connaissances en matière d'adaptation au changement climatique.** L'exécution des activités de cette sous composante a été confiée à la direction de l'Environnement du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD) au moyen d'un protocole de collaboration signé le 25/04/2013. Une avance de fonds a été allouée à la DEEC en tant que agence d'exécution pour lui permettre d'acquérir, entre autres, le matériel roulant et de bureau nécessaire à l'exécution de sa mission. A la date de passage de la mission les activités réalisées ont essentiellement consisté en des réunions préparatoires avec les autres partenaires du projet et en des visites de terrain dans le cadre de l'identification des sites. Au regard du PTBA les activités de sensibilisation et de formation sont encore en attente de démarrage car la DEEC préfère initier l'exécution desdites activités seulement après la fin des études APD. La mission estime que compte tenu des cibles auxquels les activités de sensibilisation et de formation sont destinées il n'y a pas lieu d'attendre la fin des études APD et par conséquent recommande le démarrage diligent des premières activités de formation et sensibilisation et si possible avant fin juin 2014.

45. **Récupération de l'eau et gestion des bassins versants.** Les activités suivantes ont été réalisées ou sont en cours de réalisation : missions d'identification portant sur 68 sites qui ont abouti à la rétention de 22 sites aménageables d'une superficie totale de 80 ha, élaboration de 22 schémas d'aménagement, élaboration et validation de 22 termes de référence (TDR) en vue de lancer les études APD pour l'aménagement des 22 sites retenus et portant sur 77 ha. Les partenaires pour l'exécution de cette sous composante sont : DBRLA, DGPRE, ISRA, DRDR, SRDC, IREF et INP.

46. **Conservation de l'eau et efficacité de l'irrigation.** Cette sous composante comporte un programme riz et un programme maraîcher. Pour le programme riz 6 conventions sur 8 prévues ont été signées avec les OP pour la production de riz pluvial sur 77 ha. Trente (30) producteurs dont 67% de femmes et 6 encadreurs ont été formés aux bonnes pratiques agricoles en riziculture pluviale. Un charriot de labour a été acquis et des semences de riz (NERICA, Sahel 108 et 177) mises à la disposition des producteurs. Les semences de BG 90-2 et Rock 5 sont en cours de conditionnement au niveau des opérateurs de semences en vue de leur certification. Au niveau des périmètres maraîchers une pompe solaire a été acquise et installée à Maka Mbaye ce qui a permis au GIE de 60 bénéficiaires d'exploiter un (1) ha de cultures maraîchères améliorant ainsi les moyens de subsistance de 23 ménages. Ces activités ont été réalisées en partenariat avec la DBRLA comme agence d'exécution, la DGPRE, l'ISRA, la DRDR et l'INP.

47. De façon globale la composante 4 a bel et bien démarré avec une participation active de tous les partenaires prévus dans le projet. En termes de réalisation physique on note avec satisfaction la

mise en œuvre des premières activités liées aux aménagements hydro-agricoles ainsi que le démarrage imminent des études APD dont les résultats sont attendus en octobre prochain. De plus si la Direction de l'Environnement procède au lancement des activités de formation et de sensibilisation conformément au PTBA, le niveau global d'exécution de la composante pourrait être satisfaisant au 31 décembre 2014.

48. **Accès au financement.** Globalement au 31 Mars 2014, l'exécution des activités du SAFIR s'est inscrite dans la continuité du programme d'appuis financiers amorcé lors de la mise en œuvre du PROMER II. Ces activités concernent principalement le renforcement de l'offre de services financiers et l'accompagnement de la demande pour une viabilisation de marché financier rural dans les zones d'intervention des projets financés par le FIDA au Sénégal.

49. Le SAFIR a facilité l'accès aux ressources financières additionnelles de cinq (05) Institutions de Micro Finance partenaires que sont ; l'UIMCEC, l'URMECS, l'ASACASE, la CAURIE-MF et la MEC Dimbalante. Ces institutions signataires des accords de rétrocession avec l'Etat du Sénégal ont mobilisé 80,4% de la ligne de BOAD d'un montant initial de 1.000.000.000 FCFA sous la forme d'un refinancement dont le remboursement devrait se faire dans les meilleurs délais. Cette ligne de crédit est assortie d'un fonds de garantie de 100.000.000 FCFA, libéré par l'Etat du Sénégal et mobilisé au niveau de la Caisse Nationale du Crédit Agricole.

50. Le renforcement des capacités financières d'un montant de 804.000.000 F CFA accordé à des taux bonifiés (5,5% Crédit MT et 6% Crédit CT) a permis le financement des activités économiques développées par les bénéficiaires des projets cofinancés. L'encours de crédit de commercialisation aux OP et OM est de 467 675 000 FCFA dont UIMCEC 280 397 521 FCFA, CNCAS 208 456 300 FCFA, CMS 56 890 540. Plus spécifiquement pour le sésame, à travers le SAFIR, onze organisations de producteurs et productrices impliquées dans la commercialisation ont bénéficié d'un financement de 93 000 000 F CFA pour la campagne 2012/2013 remboursé à 100%. En ce qui concerne les autres SPAM, les OM impliqués ont aussi obtenu des financements : 10 .000.000 F CFA pour la centrale d'achat de Ndiago (CMS) (OM mil), 55.000.000 F CFA pour la CA de Touba Toul (OM niébé) CNCAS, 32 000 000 FCFA pour la Fédération des producteurs de kane kane et 15 000 000 FCFA pour Alif Groupe.

51. Pour la campagne de commercialisation de 2012/2013, un atelier d'évaluation du financement de la commercialisation du sésame a été organisé et ouvert aux autres institutions de financement en vue de permettre une implication plus prononcée des IMF (ACEP, CMS) et CNCAAS dans le financement de la commercialisation.

52. **Renforcement de la demande de services.** Le SAFIR a, dans le cadre de la mise en relation SFD/bénéficiaires des projets cofinancés, initié un programme d'accompagnement de la demande. Il s'agit principalement de sensibiliser et d'informer les bénéficiaires sur les modalités d'accès au marché financier. Ce travail a permis l'adhésion de plus de 1300 MPER bénéficiaires du PROMER II et de plus de 30 groupements appuyés par le PAFA. Ainsi, les bénéficiaires ont pu accéder aux services d'épargne avec une mobilisation moyenne de 90.000.000 FCFA. Les résultats de cette mise en relation sont plus visibles au niveau du financement. En effet, au 31 mars 2014, **887** requêtes de prêts ont été satisfaites pour une enveloppe globale de **841.804.690 FCFA**.

53. **Le SAFIR est arrimé au PAFA de façon transitoire.** Un ancrage institutionnel définitif du SAFIR s'avère nécessaire. L'étude qui est en cours pour la recherche d'un ancrage institutionnel du SAFIR devrait donc être accélérée pour sa finalisation dans les meilleurs délais.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Etudier avec les partenaires concernés la possibilité de réduire la contrepartie de 10% des bénéficiaires lors de la revue à mi-parcours	MEF/OFID/UCP	Août/sept 2014
Poursuite les mise en relations OP/OM et renforcer les couples formés	UCP/TF	Permanent
Diversifier les partenariats en direction des OM exportateurs présentant les certifications « Bio » et « Equitable »	UCP/TF	Permanent
Organiser une rencontre pour faire le point sur la mise en œuvre du safir, le renouvellement des conventions entre l'Etat et les Institutions de financement	MEF/SAFIR/UCP	Immédiat
Accélérer l'étude sur la pérennisation du SAFIR	SAFIR/BOAD	Immédiat

D. État d'avancement de l'exécution du Projet

54. **Suivi-évaluation.** Un système de suivi-évaluation a été mis en place et est fonctionnel. Toutefois, il faut noter que le Responsable du suivi-évaluation (RSE) et de son Assistant n'ont pas été remplacés depuis leur départ en février 2013 et en février 2014, respectivement. Le projet devra procéder à leur remplacement dans les meilleurs délais. A la suite de deux appels à candidatures infructueux, la mission suggère de procéder à une comparaison de CV de professionnels ciblés et de soumettre le résultat à l'appréciation du FIDA.

55. **Stratégie de ciblage.** La stratégie de ciblage du Projet s'appuie sur le premier levier de la sensibilisation au niveau village, département et région. Au total 156 ateliers d'informations ont été organisés qui ont touché 6387 personnes, dont 49% de femmes. Ce sont six (6) « ateliers spécifiques » jeunes et/ou femmes visant un partage ciblé des informations et opportunités offertes par le projet qui ont été organisés et ont touché 678 personnes.

56. Les foras organisés sur le foncier rural ont permis de renforcer la sensibilisation des bénéficiaires à travers un mécanisme de communication au sein du ménage et envers le conseil rural. Cela a facilité l'accès des femmes et des jeunes à la terre.

57. Le « scoring », instruments de ciblage, a permis de privilégier les projets où les femmes, les jeunes et les personnes vulnérables sont le plus représentés. La stratégie a également évolué en devenant plus inclusive. Les veuves et les handicapés sont pris en compte parmi les groupes vulnérables et ont porté 3 SPAM d'aviculture, soit 60 ménages. Ces personnes qui s'activent notamment sur les filières aviculture, bissap et maraîchage font l'objet d'un suivi spécifique. Le ciblage des filières aviculture, Bissap ou maraîchage contribue à l'intégration des femmes et des jeunes.

58. **Prise compte de l'équité homme/femme.** Dans le cadre du financement des SPAM, femmes, hommes et jeunes ont un accès égal aux intrants. Sur les 322 OP porteuses directes de SPAM en 2013, on dénombrait 42 % d'OP exclusivement de femmes, 3% d'OP de jeunes, 1% d'associations d'handicapés et 54% de GIE mixtes. Sur les 18 419 ménages bénéficiaires constitués d'environ 184 100 personnes vulnérables, plus de 50% sont des femmes porteuses de sous-projets.

59. Concernant le maraîchage connu pour les potentialités qu'il offre aux femmes et aux jeunes, sur les 47,5 ha appuyés par le projet et touchant 1015 ménages bénéficiant d'un accès garanti aux ressources hydriques, 79 % sont constitués de femmes, 21 % d'hommes et 7 % de jeunes. En outre, les équipements installés avec l'appui du Projet ont grandement facilité les tâches des femmes dans l'exploitation de leurs parcelles.

60. Par ailleurs, il est à noter que sur 600 CEF formés, 40% sont des femmes et 50% des jeunes, et ce, malgré les contraintes sociales pesant sur les premières.

61. La représentativité des femmes dans les 4 tables de concertations dont la mise en place a été facilitée par le Projet est très significative. Ainsi, dans les tables filières Mil/sorgho et Niébé, elles représentent 66%, pour le Bissap 83%, et pour le sésame 33%. Elles constituent 65% des membres des comités de gestion et de maintenance (CGM) des Centres Développement Filières (CDF).

62. **Lutte contre la pauvreté.** L'intervention du PAFA a permis d'atténuer la pauvreté : sécurité alimentaire, emploi, santé, éducation et logement. Ainsi, en 2012/2013 les actions du PAFA ont

contribué à la production de 14 040 Tonnes de produits agricoles dont **6 642 Tonnes** autoconsommés. Les productions de mil couvrent largement les besoins en céréales des ménages ; cela contribue fortement à l'amélioration de la sécurité alimentaire et la réduction de la durée de la période de soudure qui est passée de 4 à 5 mois/an avant PAFA à 0 mois/an après trois ans d'intervention, pour les ménages touchés.

63. En outre, la commercialisation des excédents de production issus des SPAM a permis la génération de revenus additionnels pour les ménages, utilisés dans la prise en charge des services d'accès à la santé, des frais de scolarisation, la construction de logement, etc. En effet, la commercialisation de la campagne 2012/2013 a généré **423 528 529F CFA** dont **163 184 479F CFA** pour le mil, **3 960 000 F CFA** pour le sorgho, **169 073 100 F CFA** pour le sésame et **44 761 600F CFA** pour le niébé, **5 909 950F CFA** pour le bissap et **36 639 400F CFA** pour le maïs. La réhabilitation et la création de 16 périmètres maraîchers, au bénéfice de 1 015 ménages, qui bénéficient désormais d'un accès garanti aux ressources hydriques, ont encouragé la reprise des activités maraîchères au profit des femmes et des jeunes.

64. **Innovations et apprentissage.** La stratégie de promotion du « consommer local » participe avant tout au renforcement de la contractualisation OP/OM. En effet, le consommer local élargie les possibilités d'accès au marché des petits producteurs par une contractualisation avec les unités de transformations locales. Ces unités vont approvisionner des restaurants et boutiques en produits semi finis et finis. Ainsi des chaines de valeurs locales se créent et vont se structurer au fur et à mesure en fonction de leur dynamisme et de leur compétitivité.

65. Pour promouvoir ce marché prometteur, le PAFA a mis d'abord l'accent sur la sensibilisation et la formation des ménages ruraux à consommer ce qu'ils produisent. Ces formations leur ont permis de découvrir la variété de recettes tirées de leurs produits. Ces formations ont touché plus de 450 femmes et jeunes filles de 20 organisations faitières appuyées en kits de transformation et de préparation. A la suite de la formation, certaines organisations ont été dotées de plateformes multifonctionnelles équipées de décortiqueuses et de moulins.

66. Les produits locaux ont besoin d'une stratégie de marketing pour s'imposer dans le marché de la grande distribution. A ce titre, le PAFA a appuyé, les transformatrices et transformateurs des tables filières par l'établissement de tableaux nutritionnels pour 32 produits. Ces produits constitués de céréales (mil, niébé, maïs), de bissap (sirop, confiture), de sésame (huile) ont fait l'objet d'analyses biochimiques, physiques et microbiologiques par le laboratoire de formation continue en industries agro-alimentaires de l'Université de Dakar. Les résultats obtenus montrent que les produits ont des avantages concurrentiels par rapport à des produits de référence sur le marché. Les transformateurs ont déjà commencé à utiliser les résultats dans l'étiquetage de leurs produits.

67. **Farine enrichie.** Pour contribuer à la lutte contre la malnutrition infantile dans la zone d'intervention du Projet, les opérateurs de marché « Xaritouxaleyi » de Kounghoul et ETS KeurYayeAbiNdao de Kaolack appuyés par le PAFA, ont développé, une farine enrichie pour les enfants de six (6) mois à 36 mois. La farine est constituée des produits locaux suivants : maïs, mil, niébé, huile de palme, etc. La valeur énergétique est évaluée à 40 kcal/100g. Cette farine est en train d'être utilisée par les ONG ASBEF, Plan International et CCF, l'Agence d'Exécution du Programme Nationale de Nutrition. De même, un contrat de distribution est en cours de négociation avec le réseau des pharmaciens.

68. **Semi humide du mil.** Afin de mieux lutter contre le striga et sécuriser l'investissement des producteurs et productrices, le projet en partenariat avec la recherche, les projets et programmes recommande aux porteurs de sous projets la réalisation du semis du mil à humide après labour profonds. Cette technique adoptée l'année dernière par les porteurs des sous projets de la première génération a donné des rendements record variant entre 850 et 2250 kg/ha dans un contexte marqué par un déficit pluviométrique.

69. **Pafa-Extension :** La mission a été informé que l'UCP du Pafa a déjà mené des missions dans les régions de Louga et Kaffrine pour préparer la mise en place de l'antenne de Louga au sein de l'inspection de l'Elevage et à Kaffrine au niveau du service départemental de l'Agriculture. Dans la région de Louga, la mission a rencontré les organisations des producteurs (Coopebas, Coopakel et Fapal) des régions de Louga, membres des tables filières depuis trois ans pour le démarrage des activités de Pafa-E cette présente campagne agricole.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Procéder à une comparaison de CV de professionnels ciblés et soumettre le résultat à l'appréciation du FIDA pour remplacer du RSE et l'assistant SE .	Coordo/RAF/FIDA	Immédiat
Préfinancer sur les ressources du Pafa les demandes des organisations des producteurs de la région de Louga pour soulager les ménages les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnel	UCP	Immédiat

E. Aspects fiduciaires

70. Annotations: Fournir un aperçu des conclusions de la mission concernant les aspects fiduciaires qui seront notés dans la section B1 de l'appendice 1 (la liste exhaustive des dispositions de l'accord de prêt et l'examen détaillé de l'application de chacune d'elles doivent être présentés séparément dans l'appendice 6).

71. La gestion des opérations administratives, financières et comptables du Projet est satisfaisante. La comptabilité 2013 a été arrêtée dans les délais et les états financiers et leurs annexes transmis au FIDA avant l'échéance du 31/03/14. L'audit des comptes a démarré depuis le 15/04/14 et le rapport sera envoyé au FIDA avant le 31/05/14. Par ailleurs, la comptabilité 2014 est à jour à fin avril permettant ainsi de rendre disponibles toutes les situations de gestion nécessaires à la présente revue des aspects fiduciaires sur la base des données comptables, budgétaires et financières globalement fiables.

72. Manuels de procédures et d'exécution. La mise à jour des dits manuels, pour la prise en compte des spécificités opérationnelles techniques et de gestion du FEM et SAFIR, n'est pas encore effective. Cette activité sera effectuée dans le cadre de la révision envisagée des manuels concernés avec la mise en œuvre du PAFA/Extension. Des dispositions sont déjà prises pour une actualisation/révision rapide de ces différents manuels.

73. Logiciel de gestion. La comptabilité fonctionne correctement sous Tom2Pro. Il en est de même de la génération automatique des DRF sur la base des formulaires FIDA. Cependant, le 104 «reconstitution du compte spécial» n'est pas encore opérationnel, suite à des difficultés techniques liées au logiciel. En outre le module relatif au rapport intérimaire FIDA/CFS est à finaliser.

74. Gestion des immobilisations. L'inventaire des immobilisations pour la clôture des comptes 2013, réputé clos le 31/12/13, a été réalisé à partir du 15/12/13. Les données physiques rapprochées avec les données comptables font l'objet d'un rapport qui sera mis à la disposition de l'audit. Pour mémoire, l'assurance des véhicules immatriculés en ADTT et des autres immobilisations, reste du ressort de l'Agent Judiciaire de l'Etat. En matière de suivi des véhicules les carnets de bord sont disponibles et à jour.

75. Gestion du personnel. L'effectif actuel du projet est de 32 employés (13 cadres et 19 agents d'appui), dont : dix-sept (17) /FIDA ; quatre (04)/Contrepartie ; huit (08)/BOAD et trois (03)/Don FEM. La mission rappelle que le responsable du suivi/évaluation et son assistant ont démissionné respectivement le 25/02/13 et le 02/02/14. Un consultant à temps partiel assure actuellement l'intérim du poste d'assistant auprès du coordonnateur, en attendant le recrutement du titulaire. La mission est d'avis qu'il est urgent de régulariser la situation de ces postes en procédant aux recrutements nécessaires afin de conforter le dispositif de mise en œuvre des activités du Projet. Par ailleurs, la mission a été informée que le personnel/FEM est en place (un spécialiste en irrigation, une secrétaire comptable et un chauffeur). En ce qui concerne l'évaluation du personnel, fondée sur les objectifs assignés en 2013 et des résultats atteints pour la même période, elle a été réalisée au cours du mois de février 2014. Le rapport y relatif devra être envoyé au FIDA, pour appréciation.

Gestion financière

76. PTBA 2013. Le montant total du PTBA 2013 est de 3 771 650 000 FCFA dont 2 359 000 000 FCFA/Prêt/FIDA (63%) ; 44 900 000/Don/FIDA (1%) ; 183 250 000 FCFA/ETAT (5%) ; 431 500 000 FCFA/OFID (11%) ; 667 000 000 FCFA/Bénéficiaires (18%) : 39 500 000 FCFA/Don GEF (1%) ; 46 500 000 FCFA/BOAD (1%). Au 31/12/2013, le taux d'exécution du budget est de 92%, ce qui est satisfaisant. Les taux par bailleur sont respectivement de : 99%/Prêt/FIDA ; 65%/Don/FIDA ; 66%/Etat ; 74%/OFID ; 94%/Bénéficiaires ; 55%/ Don/GEF et 77% /BOAD. Les taux par composante sont de : 82%/Composante 1 ; 96%/Composante 2 ; 130%/Composante 3 ; 56% Composante 4 ;

77%/Composante 5. Le taux relativement élevé de la composante 3 est dû notamment à une sous-estimation des coûts budgétisés.

77. PTBA 2014. Le montant total du PTBA 2014 est de 3 184 340 000 FCFA dont 1 412 550 000 FCFA/Prêt/FIDA (44%); 58 000 000/Don/FIDA (2%); 305 930 000 FCFA/ETAT (10%) ; 317 950 000 FCFA/OFID (26%) ; 171 200 000 FCFA/Bénéficiaires (5%) ; 760 960 000 FCFA/Don FEM (24%) et 157 750 000 FCFA/BOAD (5%). Au 25/04/2014, le taux d'exécution du budget est de 18%, ce qui est relativement insuffisant pour la période de référence de quatre (04) mois. Les taux par bailleur sont respectivement de : 23%/Prêt/FIDA ; 45%/Don/FIDA ; 4%/Etat ; 19%/OFID ; 1%/Bénéficiaires ; 17% Don FEM et 15% BOAD. Les engagements effectifs et les activités exécutables d'ici à fin juin 2014, ont été recensés pour un montant total de 1 117 148 403 FCFA dont : 611 918 040 FCFA/FIDA ; 66 000 000 FCFA/FEM ; 50 000 000 FCFA/OFID ; 269 230 769 FCFA/Bénéficiaires et 120 000 000 FCFA/Etat. Sur la base de ces éléments, le taux prévisionnel d'exécution du PTBA 2014 au 30/06/2014 sera de 53,46%. Au niveau de la comptabilité budgétaire et afin d'assurer un suivi optimal de l'exécution du PTBA selon les axes analytiques offerts par Tom2Pro, il faudra procéder rapidement à la régularisation de la saisie du budget 2014 et s'assurer en même temps de la prise en charge de l'antériorité.

78. Registre des DRF/DPD. Le registre des DRF/DPD/FIDA est à jour à la DRF N°28/Prêt/FIDA, pour un montant total soumis de 5 234 113 283 FCFA dont 5 047 051 992 FCFA payés, soit un écart de 187 061 291 FCFA correspondant à la DRF N° 28 en instance de paiement au FIDA. La DRF N° 29/Prêt/FIDA de 200 879 314 FCFA est en cours d'élaboration. Le registre des DRF/Don/ FIDA est également à jour à la DRF N° 03 pour un montant soumis et payé de 55 176 896 FCFA. La DRF N° 04 de 23 110 270 FCFA est en cours de finalisation. En ce qui concerne l'OFID, le registre compte quatre (04) DRF soumises de 630 973 833 FCFA dont 630 867 363 FCFA payés, soit un écart de 110 180 FCFA, correspondant à des frais bancaires non pris en charge par l'OFID.

79. Déboursements par bailleur. Le coût du Projet PAFA est 31,609 millions USD. Au 25/04/14, les déboursements réels totaux se chiffrent à 14,483 millions USD, soit un taux de 45,7%. Les taux d'exécution par bailleur sont respectivement de : 71,2%/Prêt/FIDA ; 41,08%/ Don/FIDA; 16,21%/Etat ; 12,3%/OFID ; 99,86%/Bénéficiaires. Les déboursements par composante sont de : 59,2%/Composante 1 «Diversification Agricole et Accès au Marché » ; 23,2%/Composante 2 « Développement et Structuration des Filières » ; 68,3%/Composante 3 « Concertation Nationale,

80. Gestion des Savoirs et Coordination ». Le faible taux de réalisation de l'OFID procède d'une mise en place tardive de l'avance initiale qui n'est intervenue que le 09/05/12, soit plus de 18 mois après celle du FIDA (15/11/10). Le taux de déboursement de l'Etat reste lié aux exonérations de taxes et aux paiements de sa contribution sur les activités financées par l'OFID. En ce qui concerne les Bénéficiaires, le taux est en adéquation avec la démarche dégressive relative aux financements par le Projet de leurs activités. Par ailleurs, le taux de la composante 2 reste tributaire de la densification des activités à travers : i) la mise en œuvre des tables de concertation, des plans stratégiques et des plans d'action par filière prioritaire ; ii) le développement et le suivi des sous-projets filières ; iii) la facilitation de l'accès au service financier ; iv) la réalisation des infrastructures communautaires.

81. Décaissements du prêt FIDA. Au 25/04/14, le montant total décaissé à la DRF N°27 est de 6 920 117,55 DTS, pour une dotation initiale de 9 100 000 DTS, soit un taux de décaissement réel de 76,05%. Ce taux devra être corrigé dans la mesure où une dépense de 15 809 900 FCFA, soumise sur la DRF N° 03 du Don a été payée et imputée au Prêt pour l'équivalent de 21 353,62 DTS. La régularisation à opérer, ramènera le taux réel à 75,81%. Ainsi, le paiement de la DRF N° 28, qui prend en compte les dépenses des mois de janvier et février 2014, envoyée au FIDA le 22/04/14, pour un montant d'environ de 254 716 16,55 DTS, permettra d'atteindre un taux de 78,61%. En tenant compte la DRF N° 29 relative aux dépenses de mars et avril 2014 en phase de finalisation à l'UCP, pour un montant d'environ de 200 579 314 FCFA/273 372,15 DTS, le taux de décaissement sera de 81,61% et ce, à environ deux (02) ans de la date d'achèvement du Projet (31 mars 2016), ce qui est très satisfaisant. Cependant et pour la bonne règle, il sera nécessaire de préparer pour les besoins de la revue à mi-parcours, prévue en août/septembre 2014, une projection des décaissements sur la base des activités exécutables avant l'achèvement en fonction des ressources disponibles.

82. Décaissements du Don FIDA. Le montant du Don est de 170 000 DTS. Au 25/04/14, le montant décaissé à la DRF N° 03 est de 52 201,54 DTS, soit un taux de décaissement réel de 30, 71%. Ce taux sera porté à 43,27% avec la régularisation des 15 809 900 FCFA/21 353,62 DTS, imputés par

erreur sur le Prêt. La DRF N°04, relative aux dépenses du mois de septembre en préparation, pour environ 23 110 270 FCFA/31 468,66 DTS, portera le taux à 61,78%.

83. Compte spécial Prêt et don FIDA. Le rapprochement du compte spécial prêt/don FIDA au 25/04/14, donne un montant reconstitué de 750 000 000 FCFA, correspondant à l'avance du FIDA. Aucun écart n'a été relevé. A cette date, la trésorerie est de 322 158 485 FCFA (42,95% de la dotation initiale) alors que la DRF N°28, en instance de paiement d'un montant de 187 061 291 FCFA représente 24,94% du compte spécial. Les DRF N°29/Prêt (200 879 314 FCFA) et N° 04 /DON (23 110 270 FCFA) en cours de finalisation totalisent un montant 223 989 584 FCFA (29,87% du CS). Les montants retirés du compte spécial et en cours de justification sont de 16 790 640 FCFA (2,24% du CS).

84. Décaissements OFID. Au 25/04/14, le montant total décaissé est de 630 867 363 FCFA (environ 1,1098 millions USD), pour une dotation initiale de 9, 028 millions USD, soit un taux de décaissement réel de 12,3%. En tenant compte de la DRF N°05, en finalisation, pour un montant de 120 288 876 FCFA (environ 254 181,55 USD), le taux sera de 15,11%. Le taux de décaissements du fonds OFID connaîtra à partir du deuxième semestre 2014 une évolution significative avec la réalisation notamment, des vingt-neuf (29) centres de développement/filières et des 54 km de pistes.

85. Compte spécial OFID. Le rapprochement du compte spécial OFID au 25/04/14 donne un solde reconstitué de 249 889 820 FCFA, pour une avance initiale de 250 millions de FCFA, soit un écart de 110 180 FCFA, correspondant aux frais bancaires que la banque devait rembourser depuis le 30/04/13. La trésorerie disponible est de 129 600 944 FCFA (51,84% de la dotation initiale). La DRF N°05 en finalisation se chiffre à 120 288 876 FCFA (48,12% du CS). Pour rappel, l'accord de prêt OFID N° 1272 P du 18/06/2009 est entré en vigueur en juin 2010 et l'avance initiale du compte spécial a été mise en place le 09 mai 2012. Ainsi, la date de clôture prévue le 31 décembre 2013 a été prorogée au 31 décembre 2015 par l'OFID, le 19 décembre 2013, pour permettre l'exécution des activités prévues afin d'optimiser les investissements au profit des bénéficiaires.

86. Décaissements FEM. Le montant décaissé à date, correspond à l'avance initiale 400 millions de FCFA/827 249,6 USD du 30/08/13, soit un taux de décaissement réel de 16,54%. En tenant compte de la DRF N° 02 en phase de finalisation, pour un montant d'environ 147 025 288 FCFA/310 678,06 USD, le taux de décaissement sera de 22,76%. Par ailleurs, il est à signaler que la Lettre à l'Emprunteur du PAFA n'est pas encore amendée pour intégrer les procédures relatives au don/FEM.

87. Compte spécial FEM. Le rapprochement du compte spécial Don/FEM au 25/04/14, donne un montant reconstitué de 400 000 000 FCFA, correspondant à l'avance initiale du FIDA. Aucun écart n'a été relevé. A cette date, la trésorerie est de 252 974 712 FCFA (63,24% de la dotation initiale) et la DRF N°02, en cours de finalisation, correspond à un montant de 147 025 288 FCFA (36,76% du CS).

88. Service d'appui à la Finance Rurale (SAFIR). La prise en charge du fonctionnement de la composante conformément à la réallocation du prêt BOAD est opérationnelle. A ce propos, la DRF n° 11 d'un montant de 61 619 348 FCFA a été honorée par la Banque à la fin du mois de mars 2014. Le rapprochement du compte d'avance BOAD au 25/04/14 donne un solde reconstitué de 70 000 000 FCFA. La trésorerie disponible est de 58 396 163 FCFA (83,42% de la dotation initiale). La DRF N°12 en cours d'élaboration se chiffre à 11 603 837 FCFA (16,58% du CS).

89. En outre, au 25/04/14, le SAFIR a facilité le financement de 887 requêtes de 841 804 690 FCFA, pour un objectif initial de 990 requêtes de un (01) milliard FCFA, soit des taux d'exécution de 90,6%/quantitatif et 84,18%/financier. A date, en l'absence de rapports des faîtières et sur la base des recoupements effectués par les responsables locaux du SAFIR auprès des institutions à la base, le taux de remboursement est d'environ 90%. Il faut également souligner que pour le PTBA 2014, dix-neuf (19) requêtes des bénéficiaires du PAFA ont été satisfaites pour une enveloppe de 18 425 000 FCFA. Dans le même temps, onze (11) dossiers d'un montant global de 98 000 000 FCFA sont en phase d'instruction au niveau des SFD partenaires. Pour les autres activités telles que : i) l'évaluation des conventions « refinancement » signées entre le PROMER II et lesdits SFD, le processus de sélection du consultant, chargé de mener la mission, est en cours ; ii) l'étude sur la pérennisation des activités du SAFIR, le Projet est dans l'attente de l'ANO de la BOAD.

90. Par ailleurs, le montant total des refinancements effectués en deux (02) tranches au profit des SFD partenaires se chiffre à 804 000 000 FCFA dont 380 millions FCFA/UIMCEC ; 180 millions FCFA/URMECS ; 110 millions FCFA/ CAURIE ; 84 millions FCFA/ASACAS et 50 millions FCFA/DIMBALANTE. Les remboursements devaient être faits en six (06) semestrialités et à date, les

échéances de 217 300 002 FCFA au 30/09/13 et au 31/03/14 ne sont pas encore payées, soit un total hors commissions de 434 600 004 FCFA. La mission a été informée que le virement des sommes dues reste assujéti à l'ouverture du compte devant recevoir lesdits remboursements. Le PAFA, en relation avec le MAER et le MEF devra prendre les dispositions nécessaires pour régulariser cette situation.

91. Enfin, le compte CNCAS/Contrepartie/DAKAR relatif au fonds de garantie dans le cadre du financement BOAD n'est pas encore transféré au PAFA depuis la clôture du PROMER II. La mission rappelle que le solde dudit compte qui devait être de 100 millions FCFA, affichait au 30/09/13 un montant de 89 241 230 FCFA. La différence correspond aux différents paiements effectués par le PROMER, au profit de l'Agence immobilière «standing immobilier» gestionnaire du Bureau de liaison pour un montant de 14 134 130 FCFA. Ces règlements ont été faits à cause des retards de paiement de la contrepartie. L'Agence devait rembourser les sommes perçues dès réception des virements de l'Etat. Un premier paiement de 3 348 864 FCFA a été déjà enregistré et il reste environ 10 785 266 FCFA à récupérer. La mission recommande de mettre également ce compte sous la signature du Coordonnateur et du Responsable Administratif et Financier du PAFA/SAFIR en relation avec le MAER. Les dispositions nécessaires devront être prises par l'ancien Directeur du PROMER et son RAF (actuellement en poste au PADAER) avec l'Agence pour régulariser la situation résiduelle des sommes dues.

92. **Financement de la Contrepartie.** Les prévisions globales en matière de contrepartie sur la durée du Projet se chiffrent à 5,750 millions USD. Les ressources mobilisées à ce titre sont de 0,932 millions USD, soit 16,2%. Pour mémoire, la contrepartie de l'Etat est constituée de 18% de TVA et des droits de douane sur les acquisitions et 7% de prise en charge, sur ressources BCI, du coût des infrastructures communautaires financées par l'OFID, ainsi que l'assurance maladie du personnel et les salaires/charges sociales du personnel d'appui (04 agents). Par ailleurs, le montant de la contrepartie budgétisé pour les exercices 2010/11/2012/2013 et 2014 est de 942 432 000 FCFA/679 000 000 FCFA/BCI et 263 432 000 FCFA/Taxes. Au 25/04/14, le montant total réalisé est de 440 956 481 FCFA, soit 46,49% dont 201 733 003 FCFA/BCI (29,71% des prévisions BCI) et 239 223 478 FCFA/Taxes (90,81%). Le niveau d'exécution du BCI reste encore tributaire de l'état d'avancement de l'exécution et du paiement des infrastructures (communautaires et de désenclavements), sur ressources OFID. A cet égard un montant de 45 621 194 FCFA, engagé en 2013, est en instance de paiement.

93. **Trésorerie et dettes.** Au 25/04/2014, le montant total des dettes du projet se chiffre à 57 417 914 FCFA dont : 8 613 750 FCFA/FIDA ; 380 000 FCFA/FEM ; 177 496 FCFA/BOAD ; et 48 223 668 FCFA/Etat y compris les dépenses engagées en 2013 sur les infrastructures communautaires sur fonds OFID. A la même date, la trésorerie banques/caisse est de 767 291 879 FCFA dont 767 126 779 FCFA/banques et 165 100 FCFA/caisse. Les soldes bancaires par bailleur sont de : 322 062 785 FCFA/FIDA/CNCAS ; 353 369 012 FCFA /FEM/CNCAS ; 3 700 575 FCFA/Contrepartie/ CNCAS ; 129 601 144 FCFA/ OFID/BA et 58 393 263 FCFA /ORABANK.

94. **Contribution des Bénéficiaires.** Au 25/04/14, les Bénéficiaires ont contribué à hauteur de 793 014 384 FCFA (1,67571 millions USD), soit 99,9% de la contribution attendue au cours de la mise en œuvre du Projet qui est de 1,678 millions USD. La mission a été informée que le niveau de contribution requis, de 20% pour les infrastructures d'irrigation à la parcelle et de 10% sur les infrastructures communautaires (magasins et pistes), constitue un obstacle à la réalisation de ces investissements. La mission est d'avis que cette question devra être examinée lors de la revue à mi-parcours prévue en août/septembre 2014.

Dispositions de l'accord de prêt.

95. **Passation des marchés.** Le PPM 2014 compte 17 marchés de 176 700 000 FCFA. Au 25/04/14, cinq (05) **marchés** de contrats de consultants et un (01) marché de fournitures ont été signés (35% de taux d'exécution physique), pour un montant de 14 852 000 FCFA (8%), totalement décaissés. Par rapport au mode de passation des marchés, les six (06) contrats ont été passés en cotation.

96. **Registre des contrats.** Le registre des contrats, tel que présenté à l'appendice 11 de la Lettre à l'Emprunteur, est à jour. La situation des contrats, conventions et protocoles en cours d'exécution qui renseigne notamment les délais d'exécution, les montants payés, les soldes et les pourcentages de décaissement, est également à jour. Cependant, la colonne indiquant le niveau d'exécution physique, à renseigner par le RSE n'est pas encore créée. La mission a passé en revue les six (06) marchés de 2014, ainsi que les conventions signées avec l'ANCAR, la Direction de l'Environnement,

la Direction des bassins de rétention, l'ESEA et le CIERVAL. Il en ressort des préoccupations en matière de classement que le Projet devra prendre en charge.

97. Etats Certifiés des Dépenses. La revue des ECD a été effectuée sur les éléments suivants : i) 56 écritures/182 de la DRF 26 ; ii) 108/355 de la DRF 27 en fonction du seuil unique de 50 000 USD applicable à toutes les catégories de dépenses. Malgré l'existence d'un classement spécifique dédié aux ECD, des retards de classement sont relevés dans la constitution exhaustive des liasses de règlement. En outre, cet examen a mis en évidence la nécessité pour le Projet d'apporter une attention particulière au type de cachet/mentions à porter sur les factures pro forma afin d'éviter toute confusion possible avec les factures définitives qui sous-tendent les règlements.

98. Suivi des conventions et protocoles. Dans le cadre des accords de partenariat, les conventions suivantes ont été signées : i) deux (02) conventions spécifiques avec l'ANCAR (71 917 740 FCFA/FIDA) ; ii) la convention de la Direction de l'environnement et des lacs artificiels (177 495 000 FCFA/FEM) ; iii) la convention de la direction des bassins de rétention et des lacs artificiels (66 000 000 FCFA/FEM) ; iv) les conventions concernant les ARD (Diourbel/ Fatick/Kaolack / kaffrine), sur ressources OFID (5% du coût total des infrastructures, pour les frais de services de l'ARD). En outre, quatre (04) protocoles/FIDA (Sud FM Kaolack, ISRA, ESEA et CIERVAL), d'un montant de 43 227 200 FCFA ont été signés dont 27 140 000 FCFA décaissés. Les autres protocoles/FIDA, signés relatifs à l'exécution de prestations sur la base des activités effectuées, concernent : les DRDR (Diourbel/ Fatick / Kaolack /kaffrine), les SADL (Diourbel/ Fatick / Kaolack /kaffrine) et les IRSV Diourbel/ Fatick / Kaolack /kaffrine), la direction de l'horticulture, SUD FM Kounghoul. Par ailleurs, la mission a relevé que l'étude d'évaluation technique et financière du dispositif institutionnel n'est pas encore réalisée. A cet égard, la mission a été informée que ladite étude n'était plus d'actualité avec la mise en œuvre prochaine du PAFA-Extension.

99. Financement des sous-projets. Le montant des sous-projets d'accès au marché (SPAM) et de développement des filières soumis à financement en 2014 est de 879 300 000 FCFA dont: 191 200 000 FCFA pour les SPAM de la deuxième génération ; 614 422 000 FCFA pour les SPAM de la troisième génération et 73 678 000 FCFA pour le développement des Filières. Le total de la part/PAFA est de 708 100 000 FCFA et celle des OP est estimée à 171 200 000 FCFA. Au 25/04/14, le montant réalisé est de 22 638 180 FCFA dont 20 955 400 FCFA/PAFA et 1 682 780 FCFA/OP. Le taux de décaissement est de 2,57%. En termes de consolidation, le montant total financé depuis le démarrage du Projet est de 3 015 349 160 FCFA dont 2 222 334 776 FCFA/PAFA (73,7%) et 793 014 384/OP FCFA (26,3%).

Comptabilité, Audit et Suivi /Supervision.

100. Comptabilité 2013/2014. La comptabilité 2013 a été arrêtée et les états financiers ainsi que leurs annexes ont été envoyés au FIDA dans les délais requis. La comptabilité de 2014 est à jour en ce qui concerne la prise en charge des opérations effectuées à date (imputations/saisies et validation des brouillards ; production des états comptables). Par ailleurs, les rapprochements bancaires mensuels des huit (08) comptes du Projet sont également à jour. Il s'agit : i) du compte spécial/FIDA/CNCAS/Dakar et du sous compte/CNCAS/Kaolack ; ii) du compte spécial/OFID/BA/Dakar et du sous compte/BA/Kaolack ; iii) du compte spécial/FEM/CNCAS/Dakar et du sous compte/CNCAS/Kaolack ; iv) du compte/contrepartie/Dakar ; v) du compte/Safir-BOAD/ORABANK/Dakar. Les écritures en suspens de plus de 30 jours sont au nombre de trois (03) dont un (01) sur le sous compte/FIDA/Kaolack (732 160 FCFA de décembre 2013) et deux (02) sur celui de ORABANK (141 918 FCFA de janvier 2014/72 389 FCFA et février /69 529 FCFA). Le projet devra régulariser ces situations en rapport avec les bénéficiaires des chèques. En outre, la reconstitution mensuelle du compte spécial/FIDA est mise en œuvre et il faudra faire de même pour les autres comptes spéciaux. Par ailleurs, les opérations de caisse sont bien tenues dans le respect des règles du manuel de procédures. La consistance des pièces de règlement n'appelle pas d'observation significative et les contrôle de caisse sont régulièrement assurés par le comptable, le RAF et le coordonnateur.

101. Audit des comptes 2013. Le cabinet GTI/Expertises a été reconduit pour effectuer l'audit des comptes 2013 sur la base de termes de référence validés par le FIDA le 11/12/2013. Les opérations d'audit sont actuellement en cours et le rapport sera transmis au FIDA au plus tard le 30/05/14 conformément aux TDR. L'auditeur devra formuler, entre autres, une opinion distincte portant sur les activités des agences d'exécution, prestataires et porteurs de sous projets.

102. Supervision. La prise en charge des mesures convenues en matière fiduciaire est globalement satisfaisante. En effet, sur 18 recommandations, douze (12) ont été réalisées. Les autres non encore satisfaites sont à mettre en œuvre.

103. PAFA/Extension. L'accord de financement du Projet a été signé le 31/03/14 et l'avis juridique est en voie de délivrance. Par ailleurs, il y a lieu de rappeler les conditions générales préalables aux retraits, à savoir : i) l'arrêté portant création du PAFA-Extension ; ii) l'ouverture du compte désigné et l'inscription du Projet au Programme triennal d'investissements publics (PTIP) ; iii) la mise à jour du manuel de procédures administratives, financières et de gestion du PAFA pour intégrer le financement du PAFA-Extension. Des dispositions nécessaires doivent être prises pour l'avis juridique et la satisfaction des conditions de retrait dans les meilleurs délais.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Mettre à jour, le moment venu et dans les meilleurs délais, les manuels de procédures et d'exécution, pour prendre en compte le SAFIR, le FEM et le PAFA Extension.	COORDO/RAF	31/06/14
Finaliser en relation avec le consultant en charge le paramétrage du formulaire 104 (reconstitution du compte spécial).	RAF	31/09/14
Finaliser et mettre à la disposition de l'auditeur le rapport sur l'inventaire des immobilisations au 31/12/13 avec le rapprochement physique/comptable.	RAF/CPT/AC	immédiat
Procéder à une comparaison de CV de professionnels ciblés et soumettre le résultat à l'appréciation du FIDA pour remplacer le RSE et l'Assistant SE.	COORDO/RAF/FIDA	30/06/14
Transmettre au FIDA le rapport de l'évaluation du personnel, fondée sur les objectifs et les résultats de 2013.	COORDO	30/06/14
Procéder rapidement à la régularisation de la saisie du PTBA 2014 sous Tom2Pro et s'assurer de la prise en charge de l'antériorité.	RAF/CPT	31/07/14
Finaliser et transmettre au FIDA la DRF N° 29/Prêt/FIDA de 200 579 314 FCFA et la DRF N° 04/Don/FIDA de 23 110 270 FCFA.	RAF/CPT	31/05/14
Préparer pour les besoins de la mi-parcours, prévue en août 2014, une projection des décaissements sur la base des activités exécutables jusqu'à l'achèvement, en fonction des ressources disponibles.	COORDO/RAF	31/07/14
Finaliser et transmettre à l'OFID la DRF N° 05/Prêt/OFID de 120 288 876 FCFA	RAF/CPT	31/05/14
Régulariser l'écart de reconstitution du compte spécial OFID de 110 180 FCFA, correspondant aux frais bancaires à rembourser par l'OFID.	COORDO/RAF	30/06/14
Finaliser et transmettre au FIDA la DRF N° 02/Don/FEM de 147 025 288 FCFA	RAF/CPT	31/05/14
Amender la lettre à l'emprunteur/FIDA pour intégrer les procédures relatives au DON/FEM	FIDA	30/09/14
Procéder à l'ouverture du compte SAFIR/BOAD devant recevoir les remboursements des SFD	COORDO/MAER/MEF	30/06/14
Assurer le suivi du transfert avec l'ancien directeur du PROMER II et de son RAF (actuellement en poste au PADAER), du solde du compte Fonds de garantie/CNCAS /Contrepartie, au PAFA.	COORDO/RAF/PROMER/PAFA	30/06/14
Assurer le suivi avec l'ancien directeur du PROMER II et de son RAF (actuellement en poste au PADAER), de la récupération du solde des paiements à rembourser par l'Agence Standing Immobilier.	COORDO/RAF/PROMER/PAFA/MAER	30/06/14
Apurer les dettes du projet au 25/04/14, d'un montant de 57 417 914 FCFA dont 45 621 194 FCFA engagé depuis 2013, sur les fonds de contrepartie	COORDO/RAF	30/09/14
Examiner lors de la revue à mi-parcours, l'adéquation du niveau de contribution requis de 20% pour les infrastructures d'irrigation à la parcelle et de 10% sur les infrastructures communautaires (magasins et pistes).	MAER/FIDA/PAFA	30/09/14
Mettre à jour la situation des contrats, conventions et protocoles en cours d'exécution en créant et en renseignant la colonne exécution physique.	RAF/RSE	31/07/14
Affiner la consistance de la documentation des ECD pour les retards de classement. Apporter une attention particulière au type de cachet/mentions à porter sur les factures pro forma afin d'éviter toute confusion possible avec les factures définitives qui sous-tendent les règlements	COORDO/RAF/CPT/AC	immédiat
Régulariser en relation avec les porteurs de chèques les trois (03) suspens de plus de 30 jours	RAF/CPT	31/05/14
Transmettre le rapport d'audit des comptes 2013 au FIDA	COORDO/RAF	31/05/14

F. Durabilité

104. La mise en place d'un dispositif endogène de conseil agricole (CEF), partiellement pris en charge par les OP pour le moment, avec une prise en charge totale à terme et complémentaire au dispositif pérenne de l'ANCAR est un gage de durabilité. De plus, la mise en relation des OP avec les services techniques déconcentrés, ainsi que l'implication des collectivités locales (gestion du foncier, contreparties aux investissements, etc.) garantissent la durabilité des interventions. Il en est de même du renforcement en dynamique organisationnelle des OP. En effet, sur les 183 OP (1^{ère} et 2^{ème} générations) accompagnées par les CADL, 83% (soit 152) sont passées de la catégorie dynamique organisationnelle « faible » à une dynamique organisationnelle « moyenne ». 17% des OP demeurent encore dans une dynamique organisationnelle faible et 8% ont une forte dynamique organisationnelle. Cet appui se poursuivra pour faire passer un plus grand nombre des OP au stade d'une forte dynamique organisationnelle.

105. La formation en technique de transformation est capitale dans le double objectif de faire la promotion du « consommer local » et de créer des emplois à travers des unités de transformations en milieu rural. Ainsi, 450 femmes et jeunes filles ont été formées et dotées de 20 « Kits de transformation » et de 9 plates-formes (décortiqueuses). Les membres des comités de gestion sont formés sur leur « rôles et responsabilités », ainsi que sur la « gestion des stocks » en collaboration avec le Commissariat à la sécurité alimentaire, en vue d'optimiser les infrastructures que sont les CDF. La mise en place des services de restauration fonctionnelle dirigée par ces femmes formées augmentera la demande des produits locaux des petits producteurs appuyés par le Projet.

106. La diversification et la consolidation des partenariats (couples OP/OM) sur base contractuelle, la mise en relation avec les SFD (CMS, UIMCEC) ou banques (CNCAS), le développement de créneaux d'exportation etc., permettent aux OP de se mieux préparer pour poursuivre leurs activités après le Projet. Certains OM sont des faïtières qui ont une relation organique avec les OP de base. Le renforcement de la sensibilisation sur la subvention dégressive et le respect des procédures, ainsi que la mise en place d'un programme de veille participatif sont également des éléments de durabilité. Le financement par les OM des intrants et équipement agricoles des OP qui représente actuellement environ 30% du total de financement et qui s'accroît d'année en année est un véritable gage de durabilité.

107. La mise en place des comités de gestion et de maintenance des infrastructures communautaires et des équipements d'irrigation fonctionnels, ainsi que le recouvrement de redevances sur le renouvellement des équipements de pompage constituent également des garanties de pérennisation des investissements au-delà de la vie du Projet.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Poursuivre et intensifier la dynamique organisationnelle à travers le renforcement des capacités des acteurs	UCP/ANCAR/CEF/CADL	Permanent
Assurer la formation et le recyclage des comités de gestion des infrastructures	UCP/SIR	Permanent
Poursuivre la mise en place des CEF et le renforcement de leur capacité	UCP	Permanent

G. Autres

108. **Communication.** Pour la visibilité de ses interventions, le Projet a initié un partenariat avec la presse locale. Ainsi, 15 émissions avec la RTS (Grands Formats, « reeni koom koom ») ont été réalisées. Le PAFA a également signé quatre protocoles avec la Radio Sud FM, la RTS Diourbel, et les radios communautaires FM Koungheul et Radio Niombato. L'instauration du concours d'émulation « épis d'or » a permis la médiatisation au niveau national des actions promues par le PAFA. Le PAFA a été nommé parrain de la journée mondiale de l'alimentation en Novembre 2013 grâce à la visibilité de ses résultats. Les émissions de la RTS à audience nationale sur les réalisations du projet ont amélioré la visibilité du projet. Celles-ci devront se poursuivre et s'amplifier en présentant une gamme des thèmes et sujets couverts par le projet.

109. **Partenariats.** Un partenariat a été noué avec 24 services techniques pérennes, 7 chambres consulaires (CCIA et chambres des métiers) et 4 ONG. Quatre (4) tables de concertation des acteurs des filières et 5 coopératives qui fédèrent des transformateurs des régions de Thiès, Kaolack, Kaffrine, Fatick et Diourbel ont été mises sur pied. Les protocoles se sont diversifiés avec l'intervention de nouveaux partenaires SRADL, SRDC, INP, CSA etc. L'appui logistique apporté aux services techniques permet une plus grande efficacité des interventions.

H. Conclusion

110. A 33 mois de l'achèvement, le PAFA a, pour l'essentiel, réalisé ses objectifs entre 80 et 100%, et atteint un taux de décaissement de 75%% sur le prêt FIDA. Les ménages bénéficiaires ont pu pour la plupart assurer leur sécurité alimentaire, améliorer leur revenu et leurs conditions de vie. Des efforts restent à faire en matière d'aménagements hydro-agricoles en mobilisant au mieux le prêt OFID et les contreparties (Etat, communauté et bénéficiaires). Les pistes rurales, en cours de réalisation, complèteront, avec les magasins, les infrastructures de commercialisation, aux fins d'améliorer les conditions physiques de mise en marché. La réalisation effective de ces infrastructures devrait aussi les contreparties de l'Etat, des communautés et des bénéficiaires.

111. La présence d'OM, en lien étroit avec de grandes firmes agro-alimentaires et tournées vers l'exportation, ouvrent des opportunités commerciales étendues, en perspective de la mise à l'échelle des modèles capitalisés par le PAFA. Il reste toutefois à confirmer la durabilité de ces modèles en termes de maintien des performances techniques, de fidélisation des relations d'affaires entre les différents acteurs (OP/OM, tables filières, IMF), de financement pérenne de la production après la période de subvention, afin de maintenir durablement les ménages vulnérables dans l'économie de marché. A cet effet, le projet devra (1) accentuer la professionnalisation des acteurs (producteurs, OP, OM, fournisseurs de biens et services, transformateurs) autour des tables filières mieux structurées; (2) systématiser la démarche qualité dans les segments production et transformation pour optimiser la valeur ajoutée ; (3) et promouvoir l'éducation et l'inclusion financières des acteurs, notamment des ménages vulnérables. Les résultats attendus de l'exécution du don du FEM contribueront à asseoir les bases écologiques de la durabilité en dotant les communautés d'outils et de savoirs propres à assurer la résilience.

112. La revue à mi-parcours, prévue en août/septembre 2014 est une activité capitale qui devra être mise à profit pour une analyse approfondie des facteurs de durabilité, tout en dictant les meilleures conditions d'achèvement. D'ici là, le PAFA-Extension répondra à la forte demande d'appui émanant des ménages et OP non touchés dans la zone d'intervention du PAFA, et étendra ses activités dans la région de Louga. Il soutiendra aussi de nouvelles opportunités économiques efficaces contre la pauvreté (élevage ovin) et contribuera à restaurer les bases productives de l'élevage pastoral (UP). A cet effet, des dispositions idoines devront être prises dans les meilleurs délais pour permettre le démarrage effectif du PAFA-Extension dans un délai court.

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du projet et notes attribuées

I. Projet 1414 [752] Projet d'appui aux filières agricoles - Brouillon

Faits essentiels

Pays	Sénégal	No. du projet	1414	No. du prêt/don DSF	752
Projet	Projet d'appui aux filières agricoles			Prêt/don DSF suppl.	
Date de mise à jour	26/05/2014				
Inst. responsable de la supervision	IFAD/IFAD				
Nbre de Supervisions	7	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	1		
Dernière Supervision	10/05/2014	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi	17/11/2010		

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	11/09/2008			Coût total	31.61	
Accord	08/10/2008	Délai d'entrée en vigueur	17.1	FIDA Total	15.16	
Entrée en vigueur	05/02/2010	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	14.89	79
Premier décaissement	12/11/2010			Don DSF		
Examen à mi-parcours		Dernier amendement		Don FIDA	0.27	31
Achèvement initiale	31/03/2016	Dernier audit	29/05/2012	Financement national total	7.42	
Achèvement	31/03/2016			Beneficiaries	1.68	100
Clôture initiale	30/09/2016			Government (National)	5.75	16
Clôture	30/09/2016			Cofinancement total externes	9.03	
Nbre de prolongations	0			OFID	9.03	12

Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	5	5	1. Qualité de la gestion du projet	5	5
2. Acceptabilité du taux de décaissement	5	6	2. Exécution du S&E	5	4
3. Fonds de contrepartie	5	4	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	5	5
4. Conformité à l'accord de financement	6	5	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	6	6
5. Conformité aux règles de passation des marchés	5	5	5. Lutte contre la pauvreté	5	5
6. Qualité et ponctualité des audits	5	5	6. Efficacité du ciblage	6	6
			7. Innovation et leçons apprises	5	5

	8. Prise en climat et environnement	5	5
--	-------------------------------------	---	---

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. Diversification agricole et accès au marché	5	5	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	5	5
2. Développement et structuration des filières	5	5	2. Autonomisation	5	5
3. Concertation nationale, gestion savoirs & coord.	5	5	3. Qualité de la participation des bénéficiaires	5	5
			4. Adaptabilité des prestataires de services	5	5
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	5	5
			6. Possibilité réplcation à plus grande échelle	5	5

B.5 Justification des notes

En trois (3) ans, le PAFA a touché directement 18 419 ménages ruraux (environ 184 190 personnes) vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle soit 131 % par rapport à l'objectif fin du projet à la sixième année de mis en œuvre. D'une façon générale, le PAFA a atteint des résultats satisfaisants, le taux d'exécution selon les composantes a été estimé entre 80 et 100 %. Parmi certains indicateurs clés, le nombre de sous projets financés a atteint 107 % des objectifs prévus à la 6ème année, les superficies emblavées 168 %, l'évolution des rendements par filière (142 % mil, 122 % sorgho, 90 % niébé, 127 % sésame, 232 % bissap, 186 % maïs) par rapport à la situation de référence du projet et le nombre de personnes formées sur les bonnes pratiques agricoles 142 % dont 74 % sont des femmes. À travers l'autofinancement, les OP ont commencé la mise en échelle des sous projets environ 3700 ménages sont financés à 100 % par les OP. La durabilité des acquis a été intégrée par le projet depuis le démarrage ; ainsi, un programme de veille a été mis en place pour le suivi des indicateurs de durabilité. La gestion des opérations administratives, financières et comptables est satisfaisante. Le taux de décaissement, apprécié selon le PDP, est très satisfaisant. La contrepartie reste disponible avec cependant un décalage sur les règlements par rapport aux dépenses engagées dans le processus de liquidation. Le processus de passations de marchés/contractualisation est globalement maîtrisé et n'appelle pas d'observation significative en matière de respect des procédures. Les États financiers 2013 et leurs annexes ont été transmis au FIDA dans les délais requis. Il en sera de même de l'audit qui est actuellement en cours et dont le rapport sera envoyé au FIDA avant le 31/05/14.

Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	5	5
C.2 Sécurité alimentaire	5	5
C.3 Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique	5	5
C.4 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	5	5

Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

L'augmentation des rendements de mil, sorgho, niébé et maïs a fortement amélioré la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages. Les ménages disposent d'un stock de mil, sorgho, niébé et maïs pour plus de 12 mois. Le projet a appuyé trois (3) unités de transformation à développer une farine enrichie composée de produits locaux pour les enfants de 0 à 6 mois. La multinationale Nestlé vient de mettre sur le marché un « cérébral » à base de mil pour les enfants de 0 à 24 mois produits par les producteurs financés par le projet. Le conseil de proximité mis en place a fortement favorisé l'adoption des bonnes pratiques par les producteurs et productrices. L'adoption de la technique du semis à humide du mil, des semences adaptées et l'accès à l'information agro-climatique ont fortement diminué la vulnérabilité des ménages par rapport au climat. Le projet a développé des innovations très intéressantes : (i) la gestion communautaire du matériel agricole permettant aux femmes et jeunes de disposer de matériels agricoles à temps pour respecter les bonnes pratiques agricoles; (ii) l'utilisation du téléphone cellulaire pour mettre à la disposition des couples Op/Om les informations sur les prix de la production agricole et le marché (iii) le fonds de roulement intrants pour l'autonomie économique et sociale des ménages pauvres, (iv) l'utilisation de pompe solaire pour améliorer la disponibilité de l'eau dans les périmètres (v) la contractualisation OP/OM pour la vente des produits agricoles à un prix plus rémunérateur que le marché traditionnel (vi) la réalisation de livret de recette à base des produits locaux et (vii) l'utilisation des radios locales pour la formation des producteurs sur les bonnes pratiques agricoles., niébé, de sésame et de maïs et la diversification de la production.

C.5 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	5	5
---	---	---

Justification des notes sur les objectifs de développement

Les résultats du projet concernant l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages sont en phase d'être atteints à la mi-parcours. La période de soudure est ramenée de 6 mois en moyenne dans la zone et à zéro mois grâce à la forte production de mil, niébé, maïs et de sésame. En trois (3) ans d'appui des producteurs, la marge nette à l'hectare est passée de 12.500 à 246.960 FCFA pour le mil, de 12.500 à 417.320 FCFA pour le sorgho, de 69.500 à 366.920 FCFA pour le sésame, de 12.710 à 197.880 FCFA pour le niébé, de 70.000 à 458.110 pour le bissap, de 12.500 à 391.905 FCFA pour le Maïs. Grâce à l'augmentation des revenus, les ménages investissent dans le matériel agricole, la construction de logement en dur, la prise en charge de la scolarité des enfants, des soins médicaux et l'acquisition d'intrants. Pour l'amélioration de la malnutrition infantile, le projet a appuyé 3 unités de transformation à développer une farine enrichie composée de mélange de produits locaux (mil, maïs, huile de palme, huile d'arachide...). Pour améliorer la consommation des produits locaux, plus de 600

femmes et jeunes filles ont été formées sur les mets à base de mil, niébé, sésame, bissap et maïs. Un livret de recettes à base de produits locaux est en phase d'édition.

C.6 Risques Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciaires	La régularisation de la saisie du PTBA 2014 sous Tom2Pro, en s'assurant de la prise en charge de l'antériorité, est une opération à mener pour conforter le processus de suivi budgétaire.
Avancement de l'exécution du projet	Durant ces 3 années de mise en œuvre, le PAFA a atteint des résultats très satisfaisants, le taux d'exécution selon les composantes a été estimé entre 80 et 100 %. La gestion financière du projet est satisfaisante avec l'utilisation des outils appropriés de gestion. Les états ont été certifiés sans réserve par l'auditeur, ce qui constitue une performance notable. L'audit n'a pas d'observations significatives susceptibles de remettre en cause la sincérité des comptes et sous comptes du Projet. L'audit pour l'exercice 2013 est en cours. Au 25 avril 2014, les taux par bailleur sont respectivement de : 71%/FIDA ; 42%/DON FIDA ; 16%/ETAT ; 12%/OFID et 100%/Bénéficiaires.
Produits et réalisations	Les appuis du PAFA ont permis une augmentation des superficies emblavées et de la production. Pour la campagne agricole 2013/2014, les superficies emblavées sont de 12.860ha pour le mil (6 480 ménages), de 2891 ha pour le sésame (2620 ménages), de 1632 ha pour le niébé (1632 ménages) et de 1023 ha pour le bissap ont été emblavés (2033 ménages). Les rendements enregistrés en 2011, 2012 et 2013 sont nettement supérieurs au rendement moyen de la zone d'intervention et au rendement cible du projet pour les filières appuyées par le projet. Entre 2011 et 2013, les rendements des ménages porteurs des sous projets ont progressivement augmenté pour atteindre durant la campagne agricole 2013/2014, 1584 kg/ha pour le mil, 665 kg/ha pour le niébé, 636 kg/ha pour le bissap, 680 kg/ha pour le sésame, 2579 kg/ha pour le maïs. Pour améliorer la mise en marché des excédents de production, 22 magasins de stockage ont été réalisés et 30 autres sont en cours.
Durabilité	Le projet a anticipé sur la durabilité grâce à une bonne campagne de sensibilisation et d'information des acteurs sur les mécanismes, la mise en relation entre les OP /OM et les institutions de financement, la mise en place d'un système de conseil rural basé sur la mobilisation sociale des personnes ressources endogènes (800 CEF) et les services d'appui à la base, l'appui en dynamique organisation des OP (287 OP). Le projet a également facilité la mise en relation des couples OP/OM et les services techniques pérennes, les chambres consulaires etc. Les OP partenaires du projet sont actuellement autonomes pour l'accès aux intrants de qualités et matériels agricoles. Elles sont capables d'acheter et de distribuer à leurs membres des intrants de qualité, de négocier directement avec des fournisseurs d'intrants, des OM et des institutions de financement sans l'accompagnement du projet. Pour garantir le financement des intrants et du matériel agricole, le projet a sensibilisé les OP à mettre en place un fonds de roulement intrants. Le projet a appuyé les couples OP/OM à l'élaborer des programmes de veille des indicateurs de durabilité.

Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
Retards dans la mise en place des infrastructures communautaires conséquence de la mise en place tardive des fonds OFID	Etudier les possibilités de réduire la contribution des OP à 10% pour les infrastructures d'irrigation à la parcelle.	Immédiat	Prise de contact avec l'OPIP pour amender l'Accord de prêt OFID
Adéquation du dispositif organisationnel et de suivi-évaluation.	Remplacer le responsable suivi-évaluation.	30/06/14	En cours

Observations supplémentaires

Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits

Objectifs, Effets et produits/composante	Indicateurs objectivement vérifiables	Pré-évaluation	Situation de référence	Niveau actuel	Commentaires
Améliorer de manière durable les revenus et les moyens d'existence des exploitations familiales du Bassin Arachidier, à travers leur insertion dans des filières profitables et diversifiées.	IOD1 - *% de ménages cibles bénéficiant d'une sécurité alimentaire accrue d'au moins 30 %	60 %			
	IOD2 - *Taux de baisse du % de prévalence de la malnutrition infantile	30 %	<i>Insuffisance</i> % de filles : 15 <i>pondérale (poids/âge)</i> % de garçons : 17 <i>Malnutrition</i> % de filles : 28 <i>chronique (taille/âge)</i> % de garçons : 31 <i>Malnutrition</i> % de filles : 9 <i>Aigue (poids/taille)</i> % de garçons : 12	ND	Les valeurs sont fournies par l'enquête SYGRI de référence
	IOD3 - *% de ménages dont l'indice d'accumulation de biens a augmenté	20 %	<i>Ménages les plus pauvres</i> % des ménages : 20 % des femmes Chefs de ménage : 5 <i>Ménages pauvres</i> % des ménages : 19,9 % des femmes Chefs de ménage : 7 <i>Ménages</i> % des ménages : 20 <i>moyennement pauvres</i> % des femmes Chefs de ménage : 6 <i>Ménages riches</i> % des ménages :19,9 % des femmes Chefs de ménage : 7 <i>Ménages très riches</i> % des ménages :20 % des femmes Chefs de ménage : 13	ND	
	IOD4 –Nombre de bénéficiaires (personnes) des services du projet	320 000	0	215 768	Le projet n'a pas inclus le nombre de personnes touchés à travers les émissions hebdomadaire radiophoniques de formation sur les bonnes pratiques agricoles et de partages d'expériences
	IOD5 – Nombre de ménages bénéficiaires directs du projet	14 000	0	18 419	Nombre de ménages bénéficiaires directement des financements du projet
OS1 : Les petits producteurs de la zone du projet, y compris les plus démunis, développent des activités économiques profitables fondées sur des arrangements contractuels avec des opérateurs de marchés dans le cadre de filières	IR101 - Niveau d'augmentation des revenus des petits producteurs impliqués dans des SPAM	30%	0 %	70%	
	IR102 - % des bénéfices dégagés par les SPAM bénéficiant directement aux petits producteurs	60%	0%	90%	
	IR103 - *Niveau d'accroissement des revenus des producteurs bénéficiant de parcelles irriguées	50%	0%	80%	

porteuses qui valorisent le potentiel agro-écologique local.					
OS2 : Les acteurs des filières sélectionnées, dont les petits producteurs et en particulier les plus vulnérables, se concertent au niveau du Bassin arachidier et au niveau national pour identifier et mettre en œuvre les actions susceptibles de résoudre les contraintes identifiées au sein de ces filières et créer un environnement favorable à leur développement.	IR201 - % de la valeur ajoutée perçue par les producteurs aux niveaux local, régional et national dans les filières appuyées par le projet.	30%	0%	80%	
	IR202 - % de recommandations des tables de concertation mises en œuvre bénéficiant directement aux groupes vulnérables, dont les femmes et les jeunes (par filière)	60%	0%	80 %	
	IR203 – Nombre de lois et réglementations favorables aux petites exploitations agricoles en cours d'application aux niveaux local, régional et/ou central.	6	0%	2	LOASP (marché agricole, sur la protection sociale (assurance maladie)
	IR204 - Taux de satisfaction des OP/ OM par rapport à la qualité du dialogue politique et des services rendus par les Tables filières	60%	0%	90%	
	IR205 - % des infrastructures communautaires réalisées, régulièrement et correctement entretenues	80%	10 %	90%	
	IR206 - Taux de satisfaction des OP des filières sur la prise en compte de leurs besoins dans la planification et la réalisation des investissements communautaires	60%	0%	80%	
Composante 1/ Diversification agricole et accès au marché					
Les OP commercialisent une gamme plus variée de produits dans le cadre d'accords contractuels durables et mutuellement bénéfiques avec des OM.	IRI101 : Nombre de SPAM élaborés et financés pour les filières	150	0	322	
	IRI102 : Nombre d'OP engagées dans les SPAM	300	0	742	
	IRI103 : Volume de financement mobilisé par le partenariat OP/ OM pour les SPAM (Million de F CFA)	2 418	0	882	Dont 51.835 millions F cfa en 2011 et 246.004 millions F cfa en 2012 et 583 706 782
	IRI104 : % de financement des SPAM assumé par les OP/OM	50%	0%	40 %	
	IRI105 : Encours de prêts octroyés aux OP/ OM partenaires (Millions de F CFA)	1 300	0	743,675	118 millions Fcfa en 2011 ; 158 millions F CFA en 2012 et 467,675 millions en 2013
	IRI106 : Taux de remboursement des encours des prêts obtenus :	95%	0%	99%	
	IRI107 : Evolution des surfaces cultivées par filière (en Ha) et du nombre de sujets (aviculture)				
	mil/Sorgho	4600	0	8560	
	Niébé	1410	0	1 297	

	Sésame	2900	0	2 479	
	Bissap	1000	0	916	
	sujets (Aviculture)	6400	0	18 140	
	Sous secteur du maraîchage	280	0	47,5	
	(Autres : apiculture : nombre de ruches Filière Maïs)		0 0	50 1799	
	IRI108 : Taux décroissance des revenus par Ha et par filière :				
	Mil/Sorgho :	30%	0%	93 %	
	Niébé :	40%	0%	93%	
	Sésame :	30%	0%	69%	
	Bissap :	30%	0%	70%	
	Aviculture :	40%	0%	60%	
	Sous secteur maraichage	40%	0%	78%	
	Autres (Maïs)	40%	0%	96%	
	IRI109 : Evolution des volumes de production enregistrés par filière (en Tonnes):				
	Mil/Sorgho :	4700	0	22461	2119 T en 2011 et (6786 T en 2012 et 13556 T en 2013
	Niébé :	705	0	1788	264 T en 2011 et 661 T en 2012 et 863 T en 2013
	Sésame :	2280	0	3119	688 T en 2011 et 746 T en 2012 et 1645 en 2013
	Bissap :	355	0	663	80 T en 2012 et 583 T en 2013
	Aviculture :	100	0	108	Moyen de 1,2 kg par sujets et 5 portés par poulets
	Ss secteur maraîchage	3961	0	170	
	Autres (maïs) :		0	5564	924T en 2012 et 4640 T en 2013
	IRI1010 : Part des volumes de productions mise en marché par filière (en %)				
	Mil/Sorgho :	50%	0	40%	
	Niébé :	60%	0	65%	
	Sésame :	80%	0	90%	
	Bissap :	50%	0	90%	
	Aviculture :	70%	0	68%	
	Ss secteur maraîchage :	80%	0	70 %	
	Autres (maïs) :	50%	0	60%	
	IRI1011 : *Nombre de personnes formées aux méthodes et techniques de production agricole	6000	0	12 638	Le nombre prendre en compte la formation des formateurs (CEF, CAR), les producteurs et productrices qui participent à la démultiplication des sessions de formation sur site.

Les infrastructures d'irrigation à la parcelle nécessaire pour accroître la productivité de l'agriculture et l'intensité culturale sont mises à la disposition des petits producteurs	IRI1012 : % des producteurs agricoles ayant adopté les techniques recommandées	70%	0%	85 %	
	IRI1013 : % de ménages agricoles touchés bénéficiant d'un accès garanti aux ressources hydriques	30%	0%	7 %	
	IRI1014 : * Superficie (ha) de périmètres irrigués aménagés (par genre)	280	0	47,5	
Composante 2/ Développement et structuration des filières					
Les petits producteurs, y compris les plus vulnérables, et les autres acteurs des filières sélectionnées surmontent les principales contraintes entravant le développement de leur filière, dans le cadre de concertations et de plans stratégiques et opérationnels d'actions adaptés.	IRI201 - % d'OP représentent les petits producteurs, les femmes, les jeunes dans les tables de concertation <ul style="list-style-type: none"> Filière mil/sorgho Filière niébé Filière sésame Filière bissap 	50%	0 %	51 % 56 % 63 % 29 % 56 %	
	IRI202 : % de productrices parmi les membres des instances décisionnelles des OP partenaires du projet (faitières)	40%	0%	49 %	
	IRI203 : % de producteurs/OP représentés dans les tables de concertation régionales(et nationales)	30%	15%	54%	
	IRI204 : Nombre de tables filières mises en place et fonctionnelles (réunions, plan stratégique et plans d'actions annuels, auto-évaluations,)	6	0	4	Les tables filière maïs et aviculture sont en phase de construction (les fédérations des avicultrices et des producteurs de maïs sont en place).
	IRI205 : Niveau d'exécution des plans d'actions filières <ul style="list-style-type: none"> Plan d'action mil/sorgho Plan d'action niébé Plan d'action sésame Plan d'action bissap 	60%	0%	71 % 69 % 66 % 65%	
	IRI206 : Part des faitières dans les volumes d'intrants consommées par les OP touchées	40%	0%	45%	42 OP faitières permettent à au moins 40% de leurs membres à accéder aux intrants et à la commercialisation de la production
	IRI207 : Part des faitières dans les volumes de productions évacués par les OP touchées	40%	0%	40%	
	IRI208 : Nombre de sous projets filières par type qui ont été élaborés et menés à bien :	30	0	79	Production de semences (mil, niébé et sésame) Participation aux foires (3 foires) Renforcement des capacités des OP faitières

					Appui institutionnel aux OP faitières Appui à la diffusion de solutions techniques et commerciales de la (Fédération Nationale des Centrales d'Achat
Les infrastructures collectives nécessaires pour lever les principales contraintes à la commercialisation au sein des filières prioritaires, sont construites et gérées durablement.	IRI209 : * % des comités de gestion d'infrastructures fonctionnels (par type d'infrastructure)	80%	0%	100%	
	IRI2010 : * Nombre d'installations de commercialisation, de transformation, de stockage aménagées et/ou remises en état.	80	0	21	21 magasins de collecte primaire réceptionnés 30 autres magasins sont en train d'être implantés
	IRI2011 : Part des producteurs SPAM ayant accès aux infrastructures financées	70%	0%	40%	
	IRI2012 : Niveau d'utilisation de ces infrastructures (par exemple évolution des volumes stockés)	80%	0%	60%%	
Composante 3 / Concertation nationale, gestion des savoirs et coordination du projet					
Les OP et OM actifs dans les filières appuyées par le projet ont accès aux informations dont ils ont besoin pour améliorer leurs performances	IRI301 : Nombre et type d'outils d'information développés pour les OP et OM des filières retenues	30	0	10	
	IRI302 : Part des OP de la zone satisfait de la qualité des informations disponibles sur les marchés agricoles	50%	0%	70%	
	IRI303 : Part des OM actifs satisfaits de la qualité des informations disponibles sur les filières agricoles ciblées	50%	0%	70%	
Les petits producteurs, y compris les plus vulnérables, et les autres acteurs des filières sélectionnées se réunissent au niveau national et formulent des recommandations quant aux mesures à prendre par le Gouvernement et/ou d'autres intervenants au niveau national.	IRI304 : Nombre d'OP et/ou faitières représentées au sein des cadres de concertation interprofessionnels au niveau national	6	0	2	
	IRI305 : Nombre de recommandations des cadres filières formulées et mises en œuvre (cumul)	10	0	15	
Les ressources du projet sont utilisées avec efficience et en cohérence avec les objectifs et les résultats attendus du projet.	IRI306 : *Taux de décaissement des prêts et dons	99%	0%	45,8%	
	IRI307 : Au moins 75 % des activités et budgets prévus dans le PTBA sont réalisés et déboursés	75%	0%	81 %	
	IRI308 : Le système de S&E est mis en place et fonctionnel	Oui	Non	Oui	
	IRI309 : Nombre de rapports d'exécution technique, financier et d'audit du projet fournis à temps	12	0	9	

	IRI3010 : Les instances de pilotage se réunissent régulièrement	2	0	5	
	IRI3011 : % des indicateurs de performance clés sont clairement identifiés et mesurés	90%	0%	95%	
Les agences d'exécution chargées de la mise en œuvre des activités du projet sont compétentes et contribuent efficacement à l'atteinte des objectifs et des résultats attendus du projet	IRI3012 : Les indicateurs de performance stipulés dans les contrats des AE sont atteints :	80%	0%	75 %	

Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Qui	État d'avancement
Exécution du projet	Accélérer la mise en œuvre de la sous-composante « Infrastructures d'irrigation à la parcelle »	Permanent	UCP/Resp infrastruct	
	Organiser la Revue à mi-parcours dans les plus brefs délais	Août/sept 2014	UCP/Tutelles/FIDA	
	Etudier avec les partenaires concernés la possibilité de réduire la contrepartie de 10% des bénéficiaires lors de la revue à mi-parcours	Août/sept 2014	MEF/CL/UCP	
	Faire une étude du coût de revient réel de l'eau dans les périmètres avec excédant de débit en prenant en compte l'utilisation des forages pour des cultures maraîchères de 1 à 2 ha dans les limites des excédents disponibles et à partir du suivi des coûts de pompage et des volumes pompés	30 juin 2014	UCP	
	Poursuite les mise en relations OP/OM et renforcer les couples formés	Permanent	UCP/OM	
	Diversifier les partenariats en direction des OM exportateurs présentant les certifications « Bio » et « Equitable »	Permanent	UCP/OM	
	Renouveler les conventions SAFIR/SFD qui ont expiré depuis décembre 2012	Immédiat	UCP/SAFIR/MEF	
	Procéder à une comparaison de CV de professionnels ciblés et soumettre le résultat à l'appréciation du FIDA pour remplacer les RSE et son Assistant partis	Immédiat	Coordo/Tutelle/FIDA	
	Poursuivre et intensifier la dynamique organisationnelle à travers le renforcement des capacités des acteurs	Permanent	UCP/ANCAR/CEF/CADL	
	Assurer la formation et le recyclage des comités de gestion des infrastructures	Permanent	UCP/SIR	
Durabilité				
Aspects fiduciaires	Mettre à jour, le moment venu, les manuels de procédures et d'exécution, pour prendre en compte le SAFIR, le FEM et le PAFA Extension.	31/09/14	COORDO/RAF	A mettre en œuvre
	Finaliser en relation avec le consultant en charge le paramétrage du formulaire 104 (reconstitution du compte spécial).	31/09/14	RAF	En cours
	Finaliser et mettre à la disposition de l'auditeur le rapport sur l'inventaire des immobilisations au 31/12/13 avec le rapprochement physique/comptable.	immédiat	RAF/CPT/AC	En cours
	Procéder au recrutement du responsable sui-évaluation et de son assistant	30/06/14	COORDO/RAF/FIDA	
	Transmettre au FIDA le rapport de l'évaluation du personnel, fondée sur les objectifs et les résultats de 2013.	30/06/14	COORDO	En cours
	Procéder rapidement à la régularisation de la saisie du PTBA 2014 sous Tom2Pro et s'assurer de la prise en charge de l'antériorité.	31/07/14	RAF/CPT	A mettre en œuvre

Finaliser et transmettre au FIDA la DRF N° 29/Prêt/FIDA de 200 579 314 FCFA et la DRF N° 04/Don/FIDA de 23 110 270 FCFA.	31/05/14	RAF/CPT	En cours
Préparer pour les besoins de la mi-parcours, prévue en août 2014, une projection des décaissements sur la base des activités exécutables jusqu'à l'achèvement, en fonction des ressources disponibles.	31/07/14	COORDO/RAF	A mettre en œuvre
Finaliser et transmettre à l'OFID la DRF N° 05/Prêt/OFID de 120 288 876 FCFA	31/05/14	RAF/CPT	En cours
Régulariser l'écart de reconstitution du compte spécial OFID de 110 180 FCFA, correspondant aux frais bancaires à rembourser par la banque.	30/06/14	COORDO/RAF	A mettre en œuvre
Finaliser et transmettre au FIDA la DRF N° 02/Don/FEM de 147 025 288 FCFA	31/05/14	RAF/CPT	En cours
Amender la lettre à l'emprunteur/FIDA pour intégrer les procédures relatives au DON/FEM	30/09/14	FIDA	A mettre en œuvre
Procéder à l'ouverture du compte SAFIR/BOAD devant recevoir les remboursements des SFD	30/06/14	COORDO/MAER/MEF	A mettre en œuvre
Assurer le suivi du transfert avec l'ancien directeur du PROMER II et de son RAF (actuellement en poste au PADAER), du solde du compte Fonds de garantie/CNCAS /Contrepartie, au PAFA.	30/06/14	COORDO/RAF/PROMER/PAFA	A mettre en œuvre
Assurer le suivi avec l'ancien directeur du PROMER II et de son RAF (actuellement en poste au PADAER), de la récupération du solde des paiements à rembourser par l'Agence Standing Immobilier.	30/06/14	COORDO/RAF/PROMER/PAFA/MAER	A mettre en œuvre
Apurer les dettes du projet au 25/04/14, d'un montant de 57 417 914 FCFA dont 45 621 194 FCFA engagé depuis 2013, sur les fonds de contrepartie	30/09/14	COORDO/RAF	En cours
Examiner lors de la revue à mi-parcours, l'adéquation du niveau de contribution requis de 20% pour les infrastructures d'irrigation à la parcelle.	31/08/14	MAER/FIDA/PAFA	A mettre en œuvre
Mettre à jour la situation des contrats, conventions et protocoles en cours d'exécution en créant et en renseignant la colonne exécution physique.	31/07/14	RAF/RSE	En cours
Affiner la consistance de la documentation des ECD pour les retards de classement. Apporter une attention particulière au type de cachet/mentions à porter sur les factures pro forma afin d'éviter toute confusion possible avec les factures définitives qui sous tendent les règlements	immédiat	COORDO/RAF/CPT/AC	En cours
Régulariser en relation avec les porteurs de chèques les trois (03) suspens de plus de 30 jours	31/05/14	RAF/CPT	En cours
Transmettre le rapport d'audit des comptes 2013 au FIDA	31/05/14	COORDO/RAF	En cours
Prendre les dispositions nécessaires pour l'avis juridique et la satisfaction des conditions de retrait.	30/06/14	MEF/MAER	En cours

Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI) (Période : Janvier à Avril 2014)

Composantes/Sous composantes ou produits	Indicateurs	Unité	PTBA	Chiffres effectifs	%	Total effectif cumulé	Objectif de la préévaluation	%
Composante I : Diversification agricole et accès au marché								
Sous Composante 1.1 : Appui à la production et à la contractualisation avec les opérateurs de marché								
11A1 : Information et sensibilisation	nombre de contrats de performane signés avec l'ANCAR (DZ BAN et DZ BAS)	nombre	2	2	100	8	10	80
	nombre d'atelier locaux d'information	nombre	3	1	0,0	157	101	155,4
	nombre d'ateliers d'information spécifiques aux femmes rurales et aux jeunes ruraux	nombre	8	2	25,0	11	20	55
	nombre d'ateliers d'information des Opérateurs de Marché organisés	nombre	4	1	25	9	16	56
	Nbre de journées d'intermédiation commerciale	nombre	2	0	0	26	20	130
	Nombre d'émissions radio animées	nombre	10	18	180	53	40	133
11A2 : Appui à la mise en œuvre des plans d'appui et de renforcement institutionnel (PARI) des acteurs	Missions d'appui à la mise en œuvre des plans d'appui et de renforcement institutionnel des OP et des plans d'appui des OM..	nombre	40	5	13	5	50	10
	Sessions de formation des membres des OP sur la gestion comptable et Administrative.	Sessions	5	30	600	30	5	600
	Sessions de formation sur la contractualisation commerciale.	Sessions	5	0	0	0	5	0
	Autres formations sur le développement institutionnel et la gouvernance des OP	Sessions	3	0	0	0	5	0
	Nombre d'OP engagées	nombre	300	742	247	921	300	307
	Nombre d'OM engagés dans les SPAM	nombre	80	79	99	132	80	165
	superficies cultivées en Mil/sorgho	ha	8540	0	0	8560	4600	186
	superficies cultivées en Niébé	ha	1300	0	0	1297	1410	92
	superficies cultivées en Sésame	ha	2500	0	0	2479	2900	85
	superficies cultivées en Bissap	ha	1000	0	0	916	1000	92
	nombre de poulaillers améliorés contruits (Aviculture)	nombre	1820	974	53,5	1814	1100	164,9
	nombre de sujets avicoles introduits	nombre	18200	9740	53,5	18200	6400	284,4
	Nombre de CEF (relais formés)	nombre	600	702	117,0	1041	600	173,5

Composantes/Sous composantes ou produits	Indicateurs	Unité	PTBA	Chiffres effectifs	%	Total effectif cumulé	Objectif de la préévaluation	%
	Nombre de producteurs formés sur les BPA	nombre	5000	573	11,5	1672	6000	27,9
	Nombre de producteurs formés sur les BPA animales	nombre	100	129	129,0	1040	1000	104
	Nombre de Personnes formées dans les domaines de la post production, de la transformation et de la commercialisation	nombre	100	425	425,0	585	600	98
	Nombre de visites d'échanges sur les Bonnes Pratiques Agricoles	nombre	4	0	0	10	20	50
	Nombre de OP faitières (réseaux des OP) créés/consolidés	nombre	3	2	67	8	10	80
	Nombre de protocole avec CADL	nombre	4	4	100	8	12	67
	Nombre de missions de Suivi et d'appui conseil aux SPAM	nombre	80	24	30	170	150	113
	Protocole avec DRDR	nombre	4	4	100	12	16	75
	Nombre de SPAM financés	nombre	80	155	194	307	150	205
	Forum sur l'accès des femmes et des jeunes, des couples OP/OM aux crédits.	Forum	1	0	0	0	ND	
	Sessions de formation en éducation financière des couples OP/OM.	Sessions	2	0	0	0	ND	
	Volume total de financement mobilisé par le partenariat OP/ OM pour les SPAM (en millions F CFA par an)	Millions F CFA	600	300	50,00	1 043	2418	43
11A5 : Promotion du consommé local	Nombre de livrets de recettes à base de produits locaux réalisés	livret	1	-	0,00	-	1	0
	Sessions de formation sur la restauration des mets à base de produits locaux.	Session	15	2	13,33	2	20	10
	Nombre de Kits d'installation de jeunes dans la transformation et la restauration de mets à base de céréales locales.	Kit	3	-	0,00	-	20	0
	Nombre d'autorisation FRA obtenus par les OM	nombre	15	15	100	50	30	167
	Nombre d'unités de transformation produits agricoles consolidés	nombre	15	12	80	18	10	120
Sous Composante 1.2 : Infrastructures d'irrigation à la parcelle								
12A1 : Réhabilitation et Réalisation des périmètres villageois	Superficies aménagés ou remis en état	ha	40	12	30	47,5	280	17
	Nombre de comités de gestion mis en place/consolidés	nombre	40	12				
	Membres de comité de gestion formés	nombre	120	36	30	85	ND	
12A2 : Assistances à la maîtrise d'ouvrage technique et sociale	Nombre de comités de gestion mis en place/consolidés	Nombre	30	0	0	14	80	18
	Visites d'échange sur la gestion et la maintenance des périmètres.	Visite	2	0	0	2	ND	
12A3: Valorisation des périmètres villageois	Elaboration d'un manuel de bonnes pratiques maraichage biologique.	Manuel	1	0	0	0	1	0
	Sessions de renforcement des capacités sur les bonnes pratiques maraichage.	Sessions	2	0	0	0	ND	

Composantes/Sous composantes ou produits	Indicateurs	Unité	PTBA	Chiffres effectifs	%	Total effectif cumulé	Objectif de la préévaluation	%
	Visites d'échange sur les bonnes pratiques de production et de commercialisation des produits horticoles.	Visite	2	0	0	0	ND	
	Acquisition d'intrants et de petits matériels pour la mise en valeur des périmètres équipés.	Lot	10	12	120		ND	
	Journées de promotions commerciales des produits maraichères à travers des loumas et des hôtels.	Nbre	2	1	50			
	Superficies mises en valeur	ha	30	8	27	54,5	280	19
	Accompagnement et suivi de la valorisation des périmètres villageois.	Convention	1	0	0	0	1	0
Composante II : Développement et Structuration des filières								
Sous composante 2.1 : Développement des filières								
21B1 : Table de concertation	nombre de tables concertation filières (mil/sorgho, sésame, Nièbé, Bissap et aviculture) mis en place	nombre	1	0	0	4	5	80
	Nombre de plans stratégiques élaborés	nombre	1	0	0	4	5	80
	Nombre de plans d'action annuel élaborés/réactualisés	nombre	4	4	100	5	5	100
	Nombre de contrats de performance signés avec prestataires filières et directions techniques	nombre	2	2	100	11	5	220
	Nombres de réunions des tables filières	nombre	15	8	53	52	ND	
	Nombre de réunions de dialogue politique	nombre	2	0	0	0	2	
	Niveau d'exécution des plans d'actions filières	%	90	40	44			ND
21A2 : Professionnalisation des OP et OM faitières membres des tables filières	Assemblée générale de renouvellement des instances des OP faitières.	Nombre	4	4	100	4	ND	
	Sessions de renforcement des capacités organisationnelles et de management des OP faitières.	Sessions	3	0	0	0	ND	
	Formation en gestion administrative et financière des OP faitières.	Sessions	3	0	0	0	ND	
	Diagnostic institutionnel et l'élaboration de Pari des OP faitières.	Nombre	4	13	325	13	ND	
21B3 : Préparation, mise en œuvre et suivi des sous projets filières	nombre de sous projet innovations techniques et commerciales cofinancés	nombre	4	3	75	4	5	80
	Nombre de sous-projets de renforcement des capacités des organisations faitières de producteurs cofinancés	nombre	4	5	125	12	5	240
	Nombre de sous projets d'appui à la diffusion de solutions techniques et organisationnelles cofinancés	nombre	2	1	50	3	5	60
	Nombre de sous projet d'appui à la gestion de l'environnement cofinancés	nombre	4	2	50	2	5	40
	Participation aux foires pour la promotion des produits agricoles	nombre	2	2	100	7	4	175

Composantes/Sous composantes ou produits	Indicateurs	Unité	PTBA	Chiffres effectifs	%	Total effectif cumulé	Objectif de la préévaluation	%
Sous composante 2.2 : Infrastructures communautaires								
22B1 : Réalisation des infrastructures communautaires	Nombre d'atelier d'information des élus	Atelier	1	1	100	1	ND	
	* Installations de commercialisation, aménagées / remises en état par genre (hangar)	nombre	6	0	0	0	30	0
	* Installations de commercialisation, aménagées / remises en état par genre (Magasin de collecte primaire)	nombre	10	10	100	28	38	74
	* Installations de commercialisation, aménagées / remises en état par genre (Magasin de stockage)	nombre	15	20	75	53	36	147
	Routes construites/remises en état (Km)	km	55	0	0	0	100	0
22 B 2 Assistance à la maîtrise d'œuvre technique et sociale	comités de gestion et de maintenance des infrastructures fonctionnels	nombre	30	21	70	26	40	65
	Nombre de sessions de formation des membres des comités de gestion formés	session	4	0	0	21		
	Session de formation sur la gestion des stocks et la conservation	session	4	0	0	0	1	0
Composante III : Concertation nationale, gestion des savoirs et coordination du projet								
Sous composante 3.1: Concertation nationale et gestion des savoirs								
	nombre de Fédérations de producteurs et productrices appuyé (renforcement des capacités techniques, organisationnels et institutionnels)	nombre OP faitière	30	42	140	42	10	420
	rencontres des cadres interprofessionnels céréale local	nombre rencontre	1	0	0	0	ND	
	rencontres entre Gouvernement et les cadres de concertation interprofessionnels	nombre rencontre	2	0	0	0	ND	
	visites d'échanges d'expériences organisées en direction des producteurs, productrices et staff du PAFA	nombre visite	1	0	0	3	ND	
31C2 : Collecte, traitement et diffusion d'information et gestions des savoirs	Plate forme d'informations par SMS sur le marché, les prix et le climat « Yegle ».	Nombre	1	1	100	1	1	100
	Notes de conjonctures sélaborées	Nombre	4	1	25	4	16	25,0
	Manuels de bonnes pratiques édités en français et langues nationales	Nombre	2	0	0	0	7	0

Composantes/Sous composantes ou produits	Indicateurs	Unité	PTBA	Chiffres effectifs	%	Total effectif cumulé	Objectif de la préévaluation	%
	Plate formes de ventes des produits agricoles (E-céréales).	Nombre	1	0	0	0	1	0
	nombre de visite d'échanges d'expériences sur les filières soutenues par le projet	nombre	3	5	167	3	ND	
Sous composante 3.2: Coordination, gestion et Suivi évaluation								
	Réunions du comité de pilotage organisées	nombre	2	1	50	5	12	42
	Nbre de réunions de coordination trimestrielles organisées	nombre	4	1	25	10	22	45,5
	Nombre d'audit des comptes du projet réalisé	nombre	1	0	0	2	5	40
	Demandes de décaissement (DRF et DPD) préparées à temps	Nombre	8	4	50	31	40	77,5
	Renforcement des capacités des opérateurs et prestataires	nombre de session	2	12	600,0	14	ND	
	Formations du personnel UCP	nombre de session	5	2	40,0	12	ND	
	Achat fournitures (carburant, eau, électricité et téléphone), fournitures de bureau et consommables informatiques		12	3	25	41	60	68,3333333
	Payements salaires, indemnités, charges patronales	mois	12	3	25	41	60	68,3
	Sélection d'une société d'assurance pour la prise en charge médicale du personnel	nombre	1	1	100	1	1	100
	Missions de supervision	nombre	2	1	50	7	12	58,33
	Visite des réalisations du projet	Nombre	10	1	10	9	12	75
	Entretien du bâtiment, équipement et véhicules	mois	12	10	83	44	40	110
	Frais de gestion	mois	12	4	33	28	40	70
	Évaluation du personnel de l'UCP	Nombre	1	1	100	2	5	40
	Évaluation contrats de performance et protocoles d'accord	Nombre	5	0	0	3	5	60
	Ateliers internationaux	nombre	3	0	0	5	ND	
	Réalisation étude d'impact environnementale.	Etude	1	0	0			

Composantes/Sous composantes ou produits	Indicateurs	Unité	PTBA	Chiffres effectifs	%	Total effectif cumulé	Objectif de la préévaluation	%
	Actualisation du manuel d'exécution technique.	Manuel	1	0	0			
	Acquisition de véhicule L 200.	Véhicule	1	0	0	10	10	100
32C2 Suivi-évaluation	Niveau de fonctionnalité du système de suivi évaluation	%	100	80	80	80	100	80
	rapports d'évaluation des activités	Nombre	5	1	20	9	5	180
	Producteurs et productrices les plus performants primés	nombre	12	0	0	10	ND	
	OP les plus performantes primées	nombre	2	0	0	1	ND	
	OM les plus performants primés	nombre	1	0	0	1	ND	
	Ateliers d'auto-évaluation des sous projets sont organisés	nombre	120	174	145	324	150	216
	Nombre de missions de contrôle de qualité de l'exécution des activités réalisées	nombre	12	10	83	35	48	73
	situations de référence écologiques, sociologiques, économiques et organisationnelle au niveau de sites.	Etude	1	4	400	0	1	0
	Conduites d'enquêtes thématiques.	Enquête	3	2	67	2	6	33
	Revue à mi-parcours du projet.	Etude	1	0	0	0	1	0

Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

Tableau 5A: Performance financière par bailleur de fonds

Bailleur de fonds	Préévaluation (en milliers d'USD)	Décaissements (en milliers d'USD)	Pourcentage décaissé
IFAD loan	14889	10 600,68	71,2%
IFAD Don	267	165,43	62,0%
OFID	9028	1 109,88	12,3%
Government	5747	931,78	16,2%
Beneficiaries	1678	1 675,71	99,9%
Total	31609	14 483,48	45,8%

Explications décaissements:

IFAD Loan : 10 600,68 USD; sources/LGS (données FIDA)

Gouvernement : 440 956 481F CFA, soit 931,78 USD au taux du 25/04/2014; 1 USD/FCFA = 473,24

Bénéficiaires: 793 014 384 FCFA, soit 1 675,71 USD au taux du 25/04/2014; 1 USD/FCFA = 473,24

OFID: 630 867 363 FCFA, soit 1 109,88 USD au taux du 25/04/2014; 1USD/FCFA = 473,24

Tableau 5B: Performance financière par bailleur de fonds et par composante (en milliers d'USD)

Composante	Prêt du FIDA			Don du FIDA			Cofinanceur			Gouvernement			Contribution national 1			Total			
	Pré-éval	Réalisé	%	Pré-éval	Réalisé	%	Pré-éval	Réalisé	%	Pré-éval	Réalisé	%	Pré-éval	Réalisé	%	Pré-éval	Réalisé	%	
DAAM	5856	4 028,26	68,8%				1777	283,62	16,0%	1824	232,95	12,77%	659	1 446,44	219,49%	10 116	5 991	59,2%	
DSF	2643	1 908,12	72,2%		-		7051	745,15	10,6%	3096	326,12	10,00%	1019	229,27	22,50%	13 809	3 209	23,2%	
CNGSC	6389	4 664,30	73,0%	267	165,43	62,0%	201	81,108	40,4%	827	372,71	45,07%	-	-	-	7 684	5 284	68,8%	
Total	14 888	10 600,68	71,2%	267	165,43	62,0%	9 029	1109,9	12,3%		5747	931,78	16,21%	1 678	1675,71	99,86%	31 609	14 483	45,8%

Explications décaissements:

IFAD Loan : 10600,68 USD; sources/LGS (données FIDA)

Gouvernement : 440956481F CFA, soit 931,78 USD au taux du 25/04/2014; 1 USD/FCFA = 473,24

Bénéficiaires: 793 014 384 FCFA, soit 1 675,71 USD au taux du 25/04/2014; 1 USD/FCFA = 473,24

OFID: 630 867 363 FCFA FCFA, soit 1 109,88 USD au taux du 25/04/2014; 1USD/FCFA = 473,24

Tableau 5C: Décaissements de prêts du FIDA (en DTS, au 25/04/14)

N	Catégorie	Original Allocation	Disbursement (Drf 01 à 27)	Balance	%	W/A Pending 28 au FIDA)	W/A Pending 29 au PAFA	Total	%
I	Equipemts et véhicules	310 000,00	239 987,11	70 012,89	77,42%			239 987,11	77,42%
II	Appui technique, formation et études	2 160 000,00	1 284 664,11	875 335,89	59,48%	120 214,67	184 847,35	1 589 726,14	73,60%
III	convention,	1 110 000,00	433 927,14	676 072,86	39,09%	49 304,82	31 490,61	514 722,56	46,37%
IV	Fonds pour les projets	3 190 000,00	2 878 969,17	311 030,83	90,25%	14 805,19	25 083,81	2 918 858,17	91,50%
V	Salaires et Indemnités	1 030 000,00	862 696,61	167 303,39	83,76%	42 186,03	23 507,83	928 390,47	90,13%
VI	Entretien/fonctionnement	400 000,00	202 714,65	197 285,35	50,68%	28 205,85	8 442,55	239 363,04	59,84%
VII	Non alloué	900 000,00		900 000,00	0,00%			0,00	0,00%
	Dépôt initial		995 805,14					995 805,14	
	Sous Total	9 100 000,00	6 898 763,93	2 201 236,07	75,81%	254 716,55	273 372,15	7 426 852,63	81,61%
II	Don FIDA/Appui technique	170 000,00	85 115,16	84 884,84	50,07%	31 468,66	0,00	116 583,82	68,58%
	Total/prêt /Don	9 270 000,00	6 983 879,09	2 286 120,91	75,34%	286 185,21	273 372,15	7 543 436,45	81,37%

au taux de 1DTS = 1,551831 USD et 1 USD = 473,24 FCFA, 1 USD = 0,6444 DTS : source IMF/ 25 avril 2014

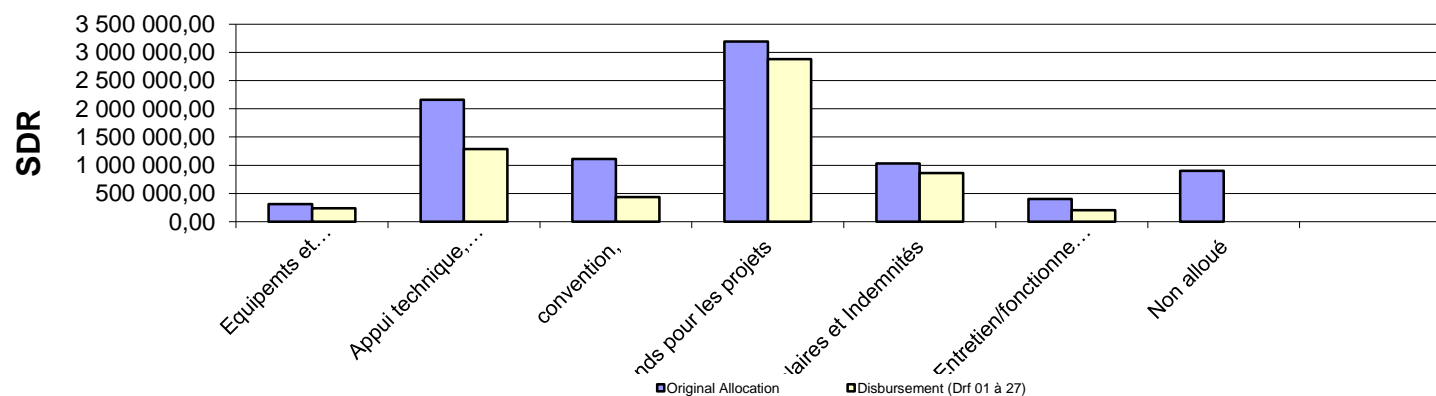
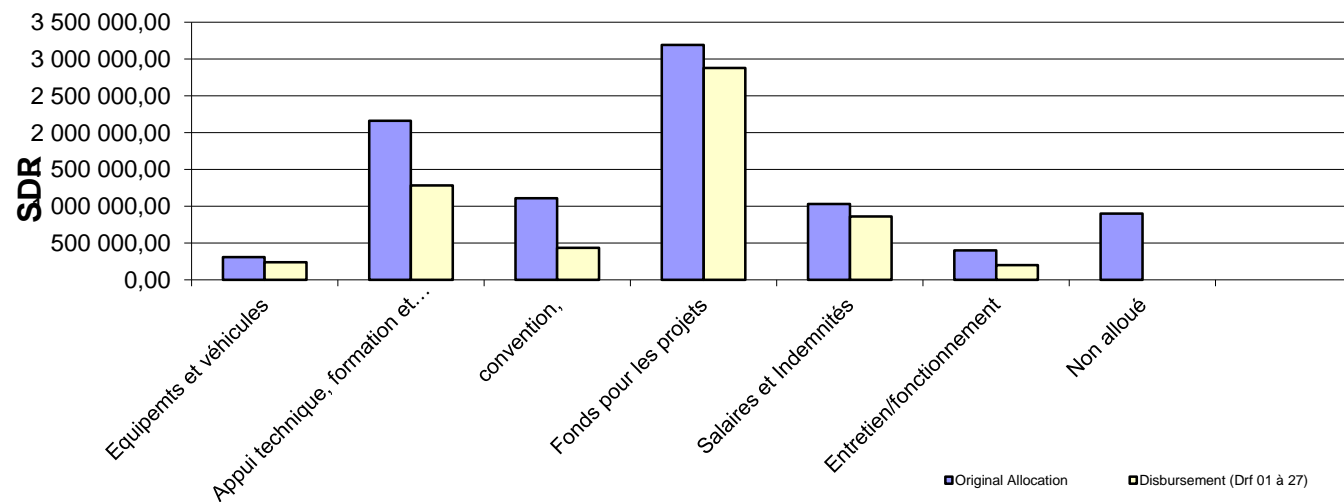


Tableau 5C : Décaissements de Prêts FEM (en USD au 25/04/14)

N	Catégorie	Original Allocation	Disbursement	Balance	%	W/A Pending au FIDA)	W/A Pending au PAFA	Total	%
I	Equipements	210 000,00		210 000,00	0,00%		15 499,11	15 499,11	7,38%
II	Appui technique, formation et études	1 190 000,00		1 190 000,00	0,00%		264 109,16	264 109,16	22,19%
III	Génie Civil	2 260 000,00		2 260 000,00	0,00%		0,00	0,00	0,00%
IV	Matériel Agricole	540 000,00		540 000,00	0,00%		3 111,82	3 111,82	0,58%
V a	Salaires et Indemnités	210 000,00		210 000,00	0,00%		25 974,29	25 974,29	12,37%
Vb	fonctionnement	10 000,00		10 000,00	0,00%		1 983,68	1 983,68	19,84%
Vc	Voyages, frais déplacement et communication	80 000,00		80 000,00	0,00%				
VII	Non alloué	500 000,00		500 000,00	0,00%			0,00	0,00%
	Dépôt initial		827 249,60					827 249,60	
	Sous Total	5 000 000,00	827 249,60	4 172 750,40	16,54%	0,00	310 678,07	1 137 927,67	22,76%

1 USD = 473,24 FCFA au 25 avril 2014



Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Section	Disposition	Date butoire de l'action/objectif	Niveau d'exécution/date	Observations
Section 3. 03 b «Contrepartie »	« ...L'emprunteur met à la disposition du fonds de contrepartie pour un montant équivalent à 5 750 000 USD, estimé à 2,5 milliards FCFA »	Pour mémoire	En cours	Le niveau d'exécution du BCI reste encore tributaire de l'état d'avancement de l'exécution et du paiement des infrastructures (communautaires et de désenclavements), sur ressources OFID. A cet égard un montant de 45 621 194 FCFA, engagé depuis 2013, n'est pas encore payé.
Section 4.02 «Rapport d'activités»	«L'Agent principal du Projet soumet au Fonds des rapports d'activitésdans les trois(03) mois suivant la fin de chaque période d'exécution du Projet de six (06) mois »	15/05/14	En cours	Le rapport annuel 2013 SYGRI a été envoyé au FIDA le Le rapport annuel d'activités 2013 en cours de finalisation sera envoyé au FIDA avant le 15/05/2014.
Section 4.03 «Examen à mi-parcours»	«L'Agent principal du Projet et le Fonds procèdent conjointement à un examen de l'exécution du Projet au terme de la troisième année du Projet»	31/08/14	A mettre en œuvre	La revue à mi-parcours sera effectuée avant 31/08/2014.
Section 5.01 «Etats financiers»	«L'UCP prépare chaque année fiscal les Etats financiers et l'Agent principal du Projet les présente au Fonds dans les trois(03) mois suivant la fin de chaque année fiscale»	31/03/14	Conforme	Les Etats financiers 2013 et leurs annexes ont été transmis au FIDA le 27 mars 2014.
Section 5.02 «Rapports d'audit»	«L'Emprunteur présente une copie certifiée du rapport d'audit dans les six (06) mois suivant la fin de l'année fiscale considérée»	30/06/14	En cours	. Les opérations d'audit sont actuellement en cours et le rapport sera transmis au FIDA au plus tard le 30/05/14
Annexe 3 A 3.2 « Composition de l'UCP »	« Elle sera composée d'une équipe comprenant : un coordonnateur..... un spécialiste en suivi-évaluation, un assistant suivi-évaluation..... »	30/06/14	A mettre en œuvre	Le responsable du suivi/évaluation et son assistant ont démissionné respectivement le 25/02/13 et le 02/02/14. Un consultant à temps partiel assure actuellement l'intérim du poste d'assistant auprès du coordonnateur. Il est urgent de régulariser la situation de ces postes en procédant aux recrutements nécessaires pour conforter le dispositif de mise en œuvre des activités du Projet
<u>Section 7.08</u> <u>«Assurance » des conditions Générales</u>	« L'emprunteur ou l'agent Principal du Projet assure les biens et les constructions utilisés dans le cadre du Projet contre les risques à des montants conformes à de saines pratiques commerciales »	Pour mémoire	Cf. observations	Les véhicules immatriculés en AD-TT (Administration) ainsi que les locaux mis à dispositions (contenant et contenu) sont couverts en matière d'assurance par l'Agence Judiciaire de l'Etat.

Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

Apprentissage

Ateliers d'auto-évaluation des SPAM. Les OP appuyés par l'Ecole Supérieure d'Economie Appliquée (ESEA), le CIERVAL, l'ANCAR, les DRDR et les tables filières ont réalisé 103 ateliers d'auto-évaluation pour faire le bilan de la campagne 2013/2014, identifier les contraintes et tirer les enseignements de la mise en œuvre des sous projets de première de deuxième génération. Au total, 147 ateliers d'autoévaluation ont été organisés au niveau des sites de mise en œuvre des sous projets.

Visites d'échanges des producteurs et productrices. Pour préparer la mise en valeur des périmètres maraichers, une visite d'échange dans le périmètre de Tallègne, a été organisée au profit des producteurs (33 femmes et 27 hommes) des périmètres de Ngérane Fass et MakaMbaye. Une visite d'échange à Latmingué a permis aussi aux OP aviculture de la deuxième génération de partager l'expérience des OP Aviculture G1. Cette visite organisée avec la participation des Services régionaux d'élevage a touché 70 personnes dont 16% jeunes filles, 41% de femmes adultes 10% de jeune de garçon et 32 % d'hommes adulte. La table filière Mil/sorgho a organisé aussi une visite sur le phosphatage de fond au profit des OP bénéficiaires des sous projets Mil/sorgho. Les participants ont pu s'approprier de la technique de phosphatage et ont constaté son effet sur la productivité du mil grâce à parcelle témoin qui n'a pas reçu de phosphatage.

Edition de bulletins trimestriels « agro-filières ». Dans le but d'informer les acteurs des filières, les partenaires institutionnels du PAFA, les autorités administratives, les partenaires financiers sur l'état d'avancement des activités et leur impact sur les ménages, le PAFA a initié un bulletin de liaison trimestriel. Son contenu porte essentiellement sur les comptes rendus d'expériences, les portraits des acteurs, l'état d'avancement sur les réalisations et les résultats des différents acteurs impliqués dans la mise en œuvre du projet. Ainsi, cinq cent (500) exemplaires du premier numéro ont été distribués aux différents partenaires du projet et le deuxième numéro est disponible.

Information sur les marchés. A la suite de la signature des contrats de commercialisation entre les OP et les OM, les tables filière niébé et mil/sorgho par SMS met à la disposition des couples OP/OM des informations sur les prix du mil et du niébé pratiqués dans le marché de la commune de Diourbel et le marché hebdomadaire de mbafaye. Les tables filières ont été formées sur l'utilisation de la plateforme « yeglé » permettant de diffuser des informations sur le prix, les intrants, l'évolution des stocks, etc. Les tables filières à partir de leur page web disposent d'une base d'informations sur les prix, les Opérateurs de marché et les marchés.

Innovation

Farine enrichie. Pour contribuer à la lutte contre la malnutrition infantile dans sa zone d'intervention, les opérateurs de marché « Xaritouxaleyi » de Koungeul et ETS KeurYayeAbiNdao de Kaolack appuyés par le PAFA, ont développé, une farine enrichie pour les enfants de six (6) mois à deux (2) ans. La farine est constituée des produits locaux suivants : maïs, mil, niébé, huile de palme, etc. La valeur énergétique est évalué à 40 kcal/100g. Cette farine est en train d'être utilisée par les ONG ASBEF, Plan International et CCF, l'Agence d'Exécution du Programme Nationale de Nutrition. De même, un contrat de distribution est en cours de négociation avec un réseau de pharmaciens.

Semis à humide du mil. Pour lutter contre le striga et sécuriser l'investissement des producteurs et productrices, le projet en partenariat avec la recherche, les projets et programmes recommande aux porteurs de sous projets la réalisation du semis du mil à humide après labour profonds. Cette technique adoptée l'année dernière par les porteurs des sous projets de la première génération a donné des rendements record variant entre 850 et 2250 kg/ha dans un contexte marqué par un déficit pluviométrique.

La gestion communautaire du matériel agricole. Généralement, la gestion du matériel agricole est individualisée au niveau des exploitations familiales de la zone d'intervention du projet. Les exploitations familiales ne disposant pas de matériels agricoles étaient obligées de louer parfois pour un montant oscillant entre 25 000 à 30 000 FCFA pour semer 1 ha ou de semer les derniers. Cette année, le PAFA a initié la gestion communautaire du matériel agricole. Elle consiste à mettre un lot de matériels (semoirs et houe) au niveau des OP porteuses des SPAM sur la base de calendrier accepté, le comité de gestion met à la disposition des ménages le matériel. Cette initiative a permis à des groupements de femmes et de jeunes ruraux de disposer de matériels agricoles et à des petits producteurs de pouvoir semer en même temps que les autres en respectant les itinéraires techniques.
